

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
<b>75</b>	<b>53</b>	<b>22</b>

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction des  
Finances - Rapport sur le Débat  
d'Orientations Budgétaires de l'année  
2018

- ☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2018.033

Date de la convocation :  
**Le 06/03/2018**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **19 MARS 2018**

de la réception s/Préfecture  
en date du **20 MARS 2018**

Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

  
Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 12 mars 2018**

L'an deux mil dix-huit et le 12 mars à 17h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de mars, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, André-Luc SEITHER, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Anne-Marie DUMONT, Audouin RAMBAUD, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI

**PROCURATIONS :**

Lionnel LUCA à Marie BENASSAYAG, Michel ROSSI à Jean LEONETTI, Joseph LE CHAPELAIN à Jean-Bernard MION, Richard RIBERO à Eric MELE, Jean-Paul ARNAUD à René TRASTOUR, Joseph VALETTE à Gilbert TAULANE, Cléa PUGNAIRE à Audouin RAMBAUD, Patrick CHAGNEAU à Guilaine DEBRAS, Marina LONVIS à Nathalie DEPETRIS, Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Simone TORRES-FORET DODELIN à Serge AMAR, Abderrazak SALOUH à Marie-Claude MOITRY, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA, Khéra BADAOUI à Françoise THOMEL

**ABSENTS :**

Jean-Pierre MASCARELLI, Alain ARZIARI, Claude BERENGER, Afrim KACA, Barbara LANCE, Anne CHEVALIER, Matthieu GILLI, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

**Madame Déborah MINEI**, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

**Monsieur LEONETTI,**

L'article L. 5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) renvoyant à l'article L. 2312-1 prévoit que dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale de 3 500 habitants et plus, un débat ait lieu au Conseil Communautaire sur les orientations générales du budget ainsi que sur les engagements pluriannuels envisagés dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Le débat (« DOB ») peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais. Il ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure budgétaire dont il constitue un élément substantiel.

La Loi du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite loi « NOTRe ») prévoit que le DOB s'effectue sur la base d'un Rapport sur les Orientations Budgétaires de l'année (« ROB »), élaboré par le Président sur les engagements budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette ainsi que la structure et l'évolution des dépenses de personnel.

Le Décret n°2016-841 du 24 juin 2016 est venu préciser le contenu de ce rapport, et le II de l'article 13 de la Loi de Programmation des Finances Publiques pour l'année 2018 pose que :

*« À l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales présente ses objectifs concernant :*

*1° L'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement ;*

*2° L'évolution du besoin de financement annuel calculé comme les emprunts minorés des remboursements de dette.*

*Ces éléments prennent en compte les budgets principaux et l'ensemble des budgets annexes. ».*

Le Débat d'Orientations Budgétaires fait l'objet d'une délibération mais n'a pas de caractère décisionnel.

Selon l'article 107 de la Loi dite « NOTRe », ce rapport et ses annexes seront transmis aux Communes membres de la CASA qui devront le communiquer aux conseillers.

De plus, le Débat d'Orientation Budgétaire s'accompagne d'obligations complémentaires à savoir :

- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière de développement durable, intervenue lors de la réunion du Conseil Communautaire en date du 19 février 2018, conformément au Décret n°2010-788 du 12 juillet 2010 applicable aux Communes et EPCI de plus de 50 000 habitants,
- la présentation d'un Rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, conformément au Décret n°2015-761 du 24 juin 2015 applicable aux Communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, dont le Conseil Communautaire a pris acte du contenu par une délibération en date du 18 décembre 2017 pour l'année écoulée.

Aussi, il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir prendre acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2018, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.



**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, PREND ACTE :**

- de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2018, basé sur le Rapport sur les Orientations Budgétaires joint en annexe.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 12 mars 2018  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

# Débat d'Orientation Budgétaire de l'année 2018

## **Rapport sur les Orientations Budgétaires de 2018**

Conseil Communautaire – 12 mars 2018

# SOMMAIRE

## **I – Introduction**

## **II – Contexte économique et politique**

II.1-Economie

II.2 – Finances publiques

## **III – Orientations budgétaires**

III.1- Analyse rétrospective (2014-2017)

III.2 – Orientations pour 2018

## **IV – Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel**

# SOMMAIRE

## I – Introduction

## II – Contexte économique et politique

II.1-Economie

II.2 – Finances publiques

## III – Orientations budgétaires

III.1- Analyse rétrospective (2014-2017)

III.2 – Orientations pour 2018

## IV – Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

# I. Introduction

La Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République prévoit l'organisation et la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif.

Le DOB est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités locales (Art L.2312-1 et L.52611-36 du CGCT).

Ce débat doit s'appuyer sur une note explicative de synthèse comprenant les informations sur la situation financière de la collectivité, les principaux investissements projetés, sur le niveau d'endettement et sur l'évolution envisagée des taux d'imposition.

La Loi dite « NOTRe » du 7 août 2015 et le Décret n° 2016-841 sont venus compléter et définir le contenu des informations du DOB qui s'appuie sur un rapport joint à une délibération,

Enfin, le II de l'Article 13 de la Loi de programmation des Finances Publiques pour l'année 2018 ajoute que les Collectivités et EPCI doivent, à l'occasion du DOB, présenter leurs objectifs en matière d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et d'évolution du besoin de financement annuel correspondant aux emprunts nouveaux minorés des remboursements de dette.

Aussi, le rapport qui suit présente le contexte économique et politique (II) les orientations financières de la CASA pour l'année 2018 (III), et notamment leur déclinaison par compétence, ainsi qu'une Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel (IV).

Ces éléments serviront de base à l'élaboration du Budget Primitif de l'exercice 2018.

# SOMMAIRE

## I – Introduction

## II – Contexte économique et politique

II.1- Economie

II.2 - Finances publiques

## III – Orientations budgétaires

III.1- Analyse rétrospective (2014-2017)

III.2 – Orientations pour 2018

## IV – Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel



## II. Contexte économique et politique

### II.1- Economie

#### **« Une année 2018 placée sous le signe de la croissance économique »**

L'année 2017 a connu une expansion économique substantielle (+3,2%), portée par la conjonction de trois composantes favorables : taux d'intérêt historiquement bas, cours du pétrole stables et peu élevés et Dollar américain relativement faible. La zone Euro a connu un pic de 10 ans (+2,5%), soit un niveau supérieur à celui des Etats-Unis (+2,3%), mais très inférieur à celui affiché par la Chine (+6,9%) et l'Inde (+7,8%). Cette conjonction mondiale positive a permis de surpasser les difficultés découlant de contextes géopolitiques localement délicats.

Dans un prolongement de ce rebond, la croissance devrait s'amplifier au cours de 2018 et être largement partagée sur la plan mondial. Ainsi, le taux de croissance pourrait s'élever à 3,7%, puis refluer légèrement à 3,5% en 2019.

Par région, les Etats-Unis devraient voir leur croissance s'affermir (+2,6%), la zone Euro maintenir la sienne à un niveau relativement important (+2,2%), et la Chine maîtriser la décélération de son expansion (+6,4%), privilégiant le renforcement de son marché domestique au développement de ses exportations. Les autres pays émergents (Amérique Latine, Asie et Europe de l'est) devraient bénéficier d'une croissance stable par rapport à 2017.

Les facteurs de risque au niveau européen résident principalement dans (i) une possible modification de sa stratégie par la Banque Centrale qui a entrepris de réduire ses stimuli à l'économie après avoir eu recours à une politique monétaire accommodante, (ii) la poursuite du rebond des prix de l'énergie, et (iii) le renchérissement de l'Euro. Plus précisément, il est redouté que les moyens d'action des institutions financières et monétaires soient limités en cas de survenance d'une nouvelle crise économique ou financière.

Source INSEE, OCDE, instituts d'études économiques et COE rexecode

## II. Contexte économique et politique

### II.2- Finances Publiques

La loi de Finances 2018 s'inscrit dans le cadre de la Loi de Programmation des Finances Publiques des années 2018-2022 qui propose des mesures d'encadrement des finances publiques locales par le biais d'un **pacte financier** :

↳ Un montant annuel maximum des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales fixé pour le quinquennat :

2018	2019	2020	2021	2022
48,11	48,09	48,43	48,49	48,49

Pour rappel, ce montant était de 48,58 Md€ en 2017 soit une baisse près de 1%

↳ **Un objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités fixé à 1,2 % par an (inflation comprise), pour les cinq prochaines années**

**Cet objectif applicable à la CASA va représenter une forte contrainte compte tenu des lourdes pénalités encourues en cas de non respect dudit objectif**

↳ **Un objectif de contrainte du besoin de financement** (différence entre les emprunts et le remboursement de la dette) :

Collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre - Md€	2018	2019	2020	2021	2022
Réduction annuelle du besoin de financement	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6	-2,6
Réduction cumulée du besoin de financement	-2,6	-5,2	-7,8	-10,4	-13

**Objectif non applicable à la CASA**

## II. Contexte économique et politique

- Un **ratio de dette** pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 50 000 habitants

Ce ratio d'endettement est défini comme le rapport entre l'encours de dette et la capacité d'autofinancement brute (différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement)

Ce ratio est considéré, lorsqu'il dépasse 12 années pour les EPCI à fiscalité propre, comme imposant des mesures particulières de réduction

- Des **contrats entre l'Etat et les collectivités** (322 collectivités concernées dont la CASA) afin de déterminer plus précisément leurs objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et de besoin de financement
- Un système **de bonus-malus** appliqué en cas de non-respect du pacte financier : un mécanisme de correction portant sur les concours financiers ou sur les ressources fiscales (ponction de 0,75% du dépassement plafonnée à 2% des RFF)
- Globalement, l'effort demandé par l'Etat aux Collectivités Locales à l'horizon 2022 semble particulièrement peu vraisemblable à la Cour des Comptes (cf. Rapport annuel de 2018 du 08 février 2018)

**C'est donc un effort cumulé d'économie de 13 milliards d'euros qui est attendu des collectivités territoriales d'ici 2022**

## II. Contexte économique et politique

➤ **Stabilisation de la DGF en 2018**, sauf impact de la hausse de la DSR et de la DSU financées par les écrêtements appliqués sur la DGF

➤ **Mesures fiscales et autres**

- **Dégrèvement en 3 ans de la Taxe d'habitation pour 80 % des foyers :**

L'abattement sera de 30 % en 2018 et de 65 % en 2019. Ces abattements seront compensés par l'Etat dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions au titre de 2017.

- **Revalorisation des valeurs locatives :**

A compter de 2018 la revalorisation des valeurs locatives sera liée à l'inflation constatée. Cette revalorisation sera de 1 % en 2018

La révision permanente des tarifs concernant la valeur locative des locaux professionnels est différée au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

- **Soutien à l'investissement public local :**

- La dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL) instituée en faveur des communes et des EPCI est pérennisée. Elle est dotée d'une enveloppe de 615M€ pour le financement des grandes priorités d'investissement : rénovation thermique, transition énergétique, développement d'infrastructures en faveur de la mobilité, développement du numérique, réalisation d'équipements publics, bâtiments scolaires

- Baisse des aides au logement (-1,7Md€)

- Hausse de la CSG de 1,7 point en lien avec la suppression des cotisations salariales d'assurance maladie et d'assurance chômage, compensée en partie pour les fonctionnaires par la suppression de la contribution exceptionnelle de solidarité.



# SOMMAIRE

## I – Introduction

## II – Contexte économique et politique

II.1-Economie

II.2 – Finances publiques

## III – Orientations budgétaires

III.1- Analyse rétrospective (2014-2017)

III.2 – Orientations pour 2018

## IV – Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

## III. Orientations pour 2018

### **III-1. Analyse rétrospective :**

L'analyse rétrospective de la « santé » financière du Syndicat constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement.

L'évolution des recettes d'exploitation – à la base desquelles se trouvent les tarifs Syndicaux – avec les ventes de produits résiduels, d'électricité et les participations des Eco-organismes, est analysée.

Le comportement des dépenses d'exploitation, et plus spécifiquement les charges à caractère général, les dépenses de personnel et les charges financières, est observé.

Enfin, la tendance des dépenses et recettes d'investissement du Syndicat est appréhendée.

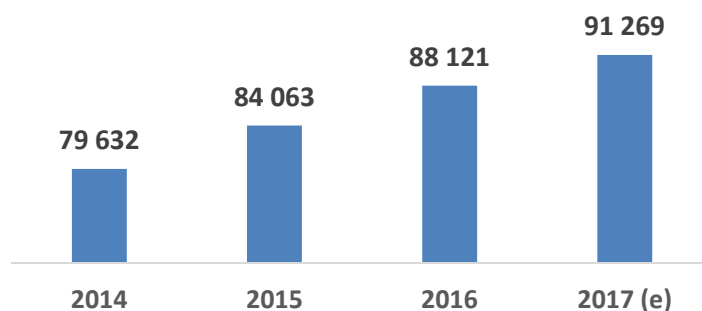
# III. Orientations pour 2018

## III-1.1 Fonctionnement :

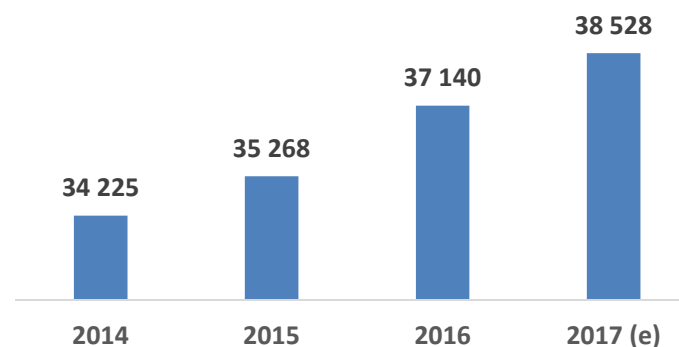
### - Recettes

#### \* Recettes fiscales (1/2)

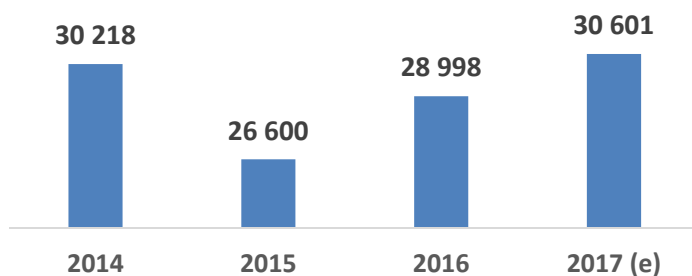
Impôts fonciers et assimilés (en K€)



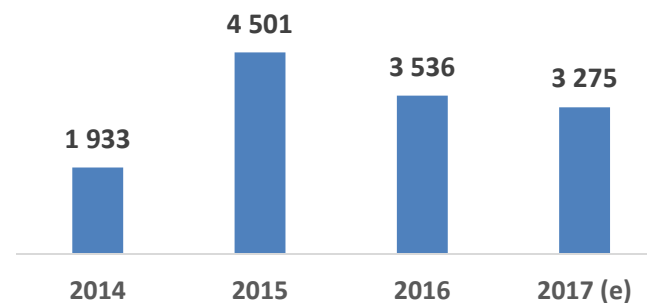
TEOM (en K€)



Versement de Transport (en K€)



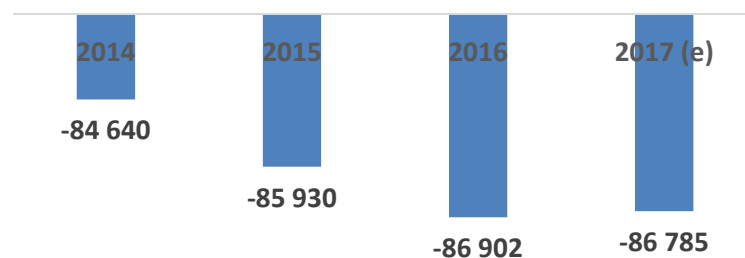
Compensation de fiscalité (en K€)



### III. Orientations pour 2018

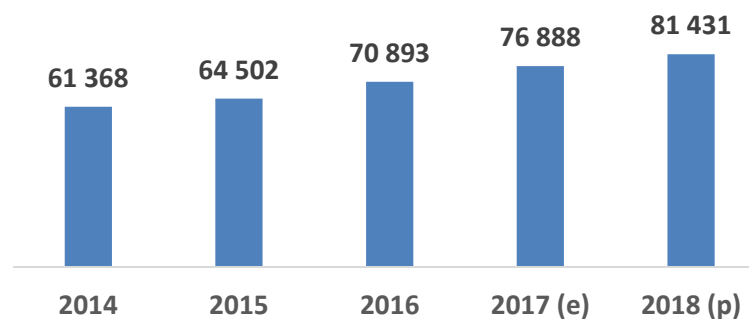
#### \* Recettes fiscales (2/2)

##### Reversements à l'Etat et aux Communes membres (en K€)



La péréquation verticale est pénalisante, mais permet de réaliser la solidarité au niveau communautaire

##### Ressources fiscales nettes (en K€)



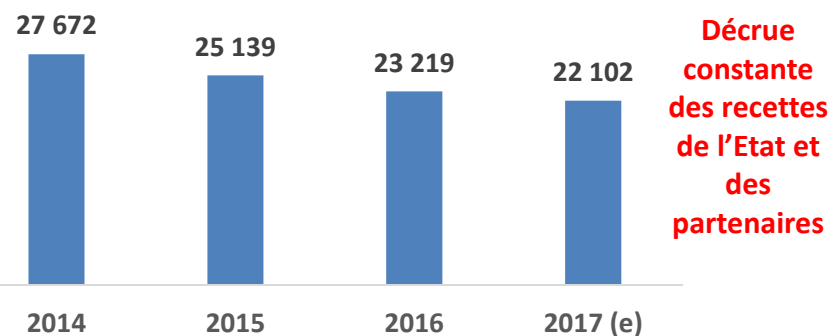
Le dynamisme économique de la CASA a un effet d'entraînement sur ses recettes fiscales



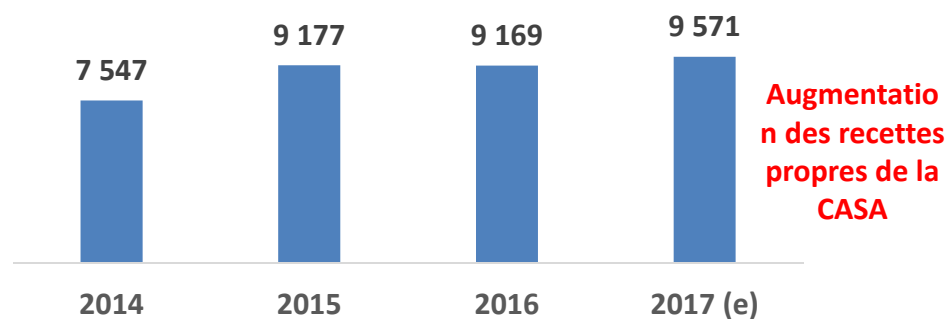
### III. Orientations pour 2018

#### \* Autres recettes

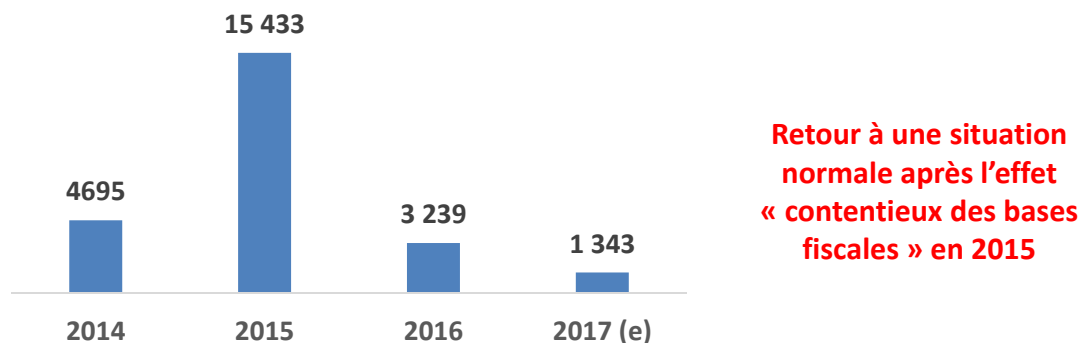
Dotations et participations (en K€)



Autres produits d'exploitation (en K€)



Produits exceptionnels (en K€)

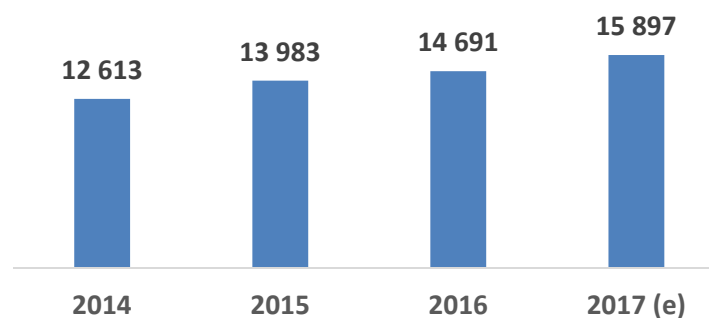


# III. Orientations pour 2018

## III-1.1 Fonctionnement :

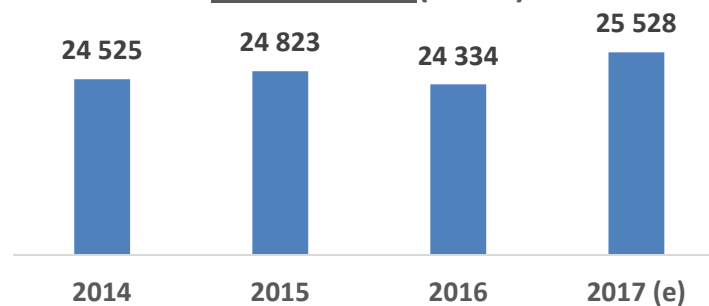
### - Dépenses (1/2)

#### Chapitre 011 (en K€)



Augmentation en 2017 due au plan Vigipirate (gardiennage), à des études non récurrentes et à la hausse du coût des et principaux marchés

#### Chapitre 012 (en K€)



Augmentation en 2017 due à différents transferts de compétences, dont le coût net a été répercuté sur les Attributions de Compensations

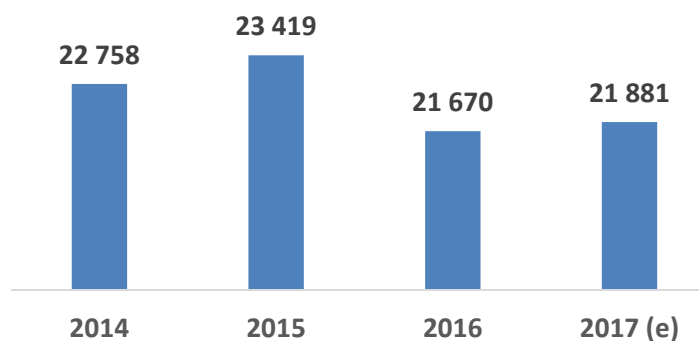
# III. Orientations pour 2018

## III-1.1 Fonctionnement :

### - Dépenses (2/2)

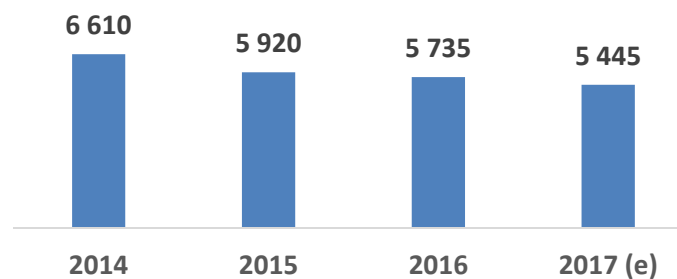
La contribution aux  
Budgets Annexes, aux  
partenaires (déchets) ainsi  
que les subventions sont  
stables

#### Chapitre 65 (en K€)



Grâce à un recours à  
l'endettement au plus  
juste, les charges d'intérêts  
décroissent  
continuellement

#### Chapitre 66 (en K€)

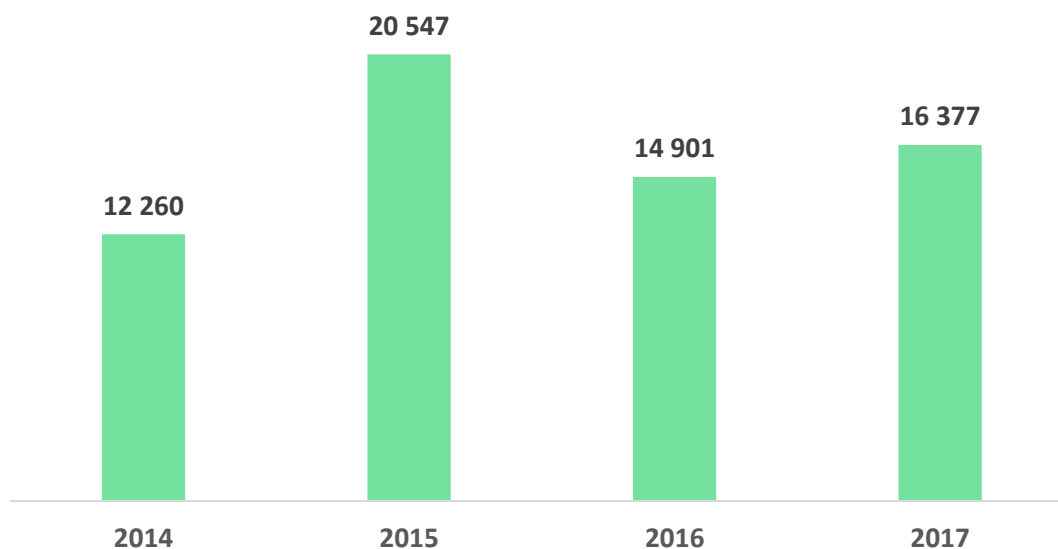


# III. Orientations pour 2018

## III-1.1 Fonctionnement :

### - CAF brute

CAF brute consolidée (en K€)



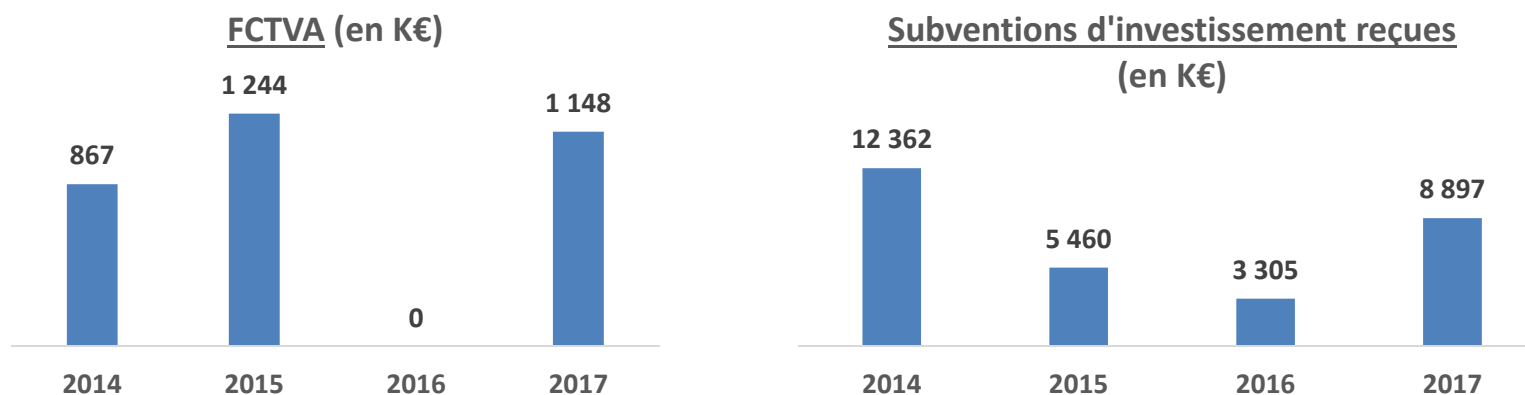
**La CAF brute doit être maintenue à un niveau substantiel pour assurer le financement des investissements**



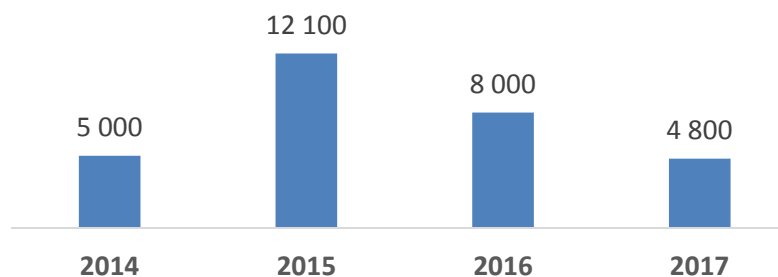
# III. Orientations pour 2018

## III-1.2 Investissement :

### - Recettes



### Emprunts nouveaux (en K€)

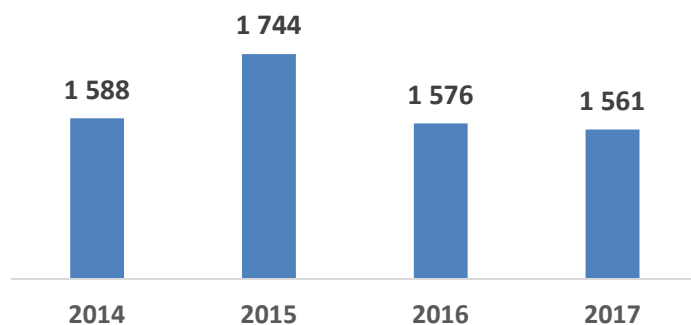


# III. Orientations pour 2018

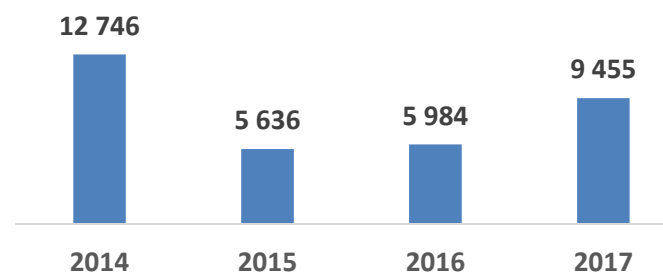
## III-1.2 Investissement :

### - Dépenses (1/2)

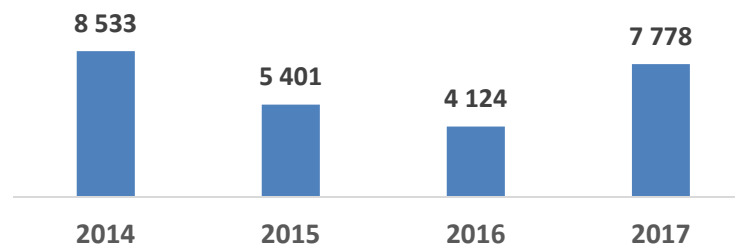
Immobilisations incorporelles (en K€)



Subventions d'équipement versées (en K€)



Immobilisations corporelles (c/21)  
en K€

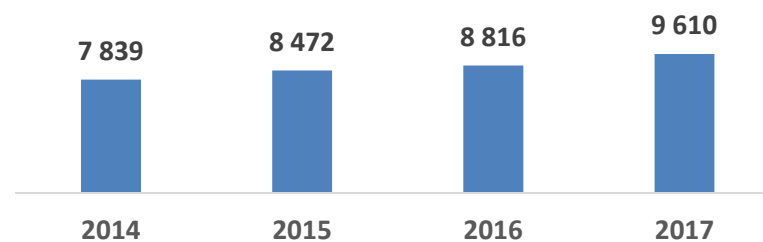


# III. Orientations pour 2018

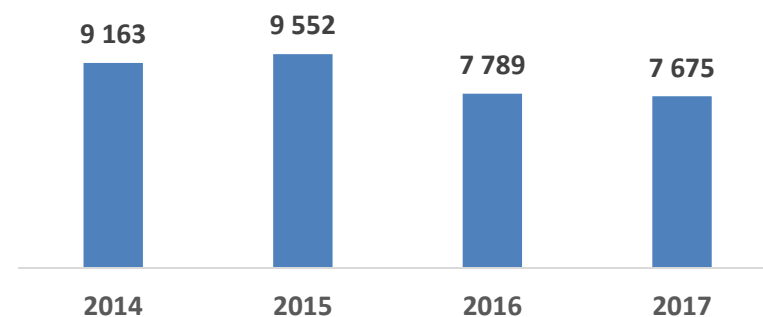
## III-1.2 Investissement :

### - Dépenses (2/2)

#### Remboursements de capital d'emprunts bancaires (en K€)



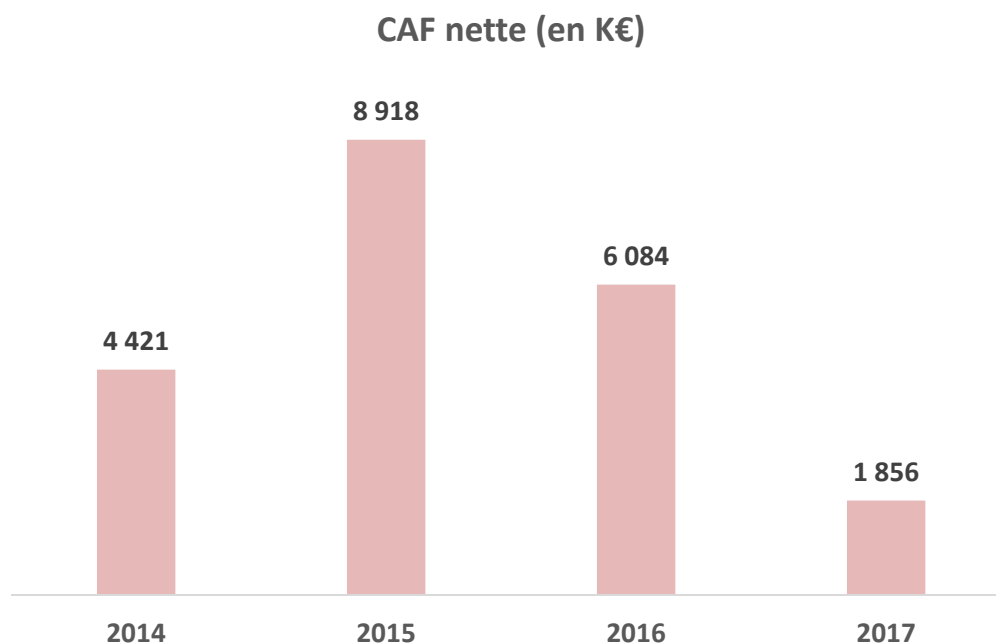
#### Immobilisations en cours (en K€)



# III. Orientations pour 2018

## III-1.2 Investissement :

### - CAF nette



La CAF nette, même si elle est positive, est sur une trajectoire baissière qu'il sera nécessaire de redresser dès l'année 2018, notamment sous l'effet d'une pression sur les dépenses

# III. Orientations pour 2018

## III-2. Éléments prospectifs :

Dans un contexte de réduction du déficit public engagé par le gouvernement (de 2,9 % en 2017 à 2,6 % en 2018), se traduisant en un **pacte financier contraignant** et en un accroissement de la péréquation verticale, la construction du Budget Primitif de l'année 2018 de la CASA servira les **objectifs suivants** :

- une fiscalité aux taux inchangés parmi les plus bas de la Région
- un effort de solidarité verses Communes membres
- un programme d'investissement centré sur compétences prioritaires (développement économique, solidarité, aménagement et services de proximité)



# III. Orientations pour 2018

## III-2.1 Fonctionnement :

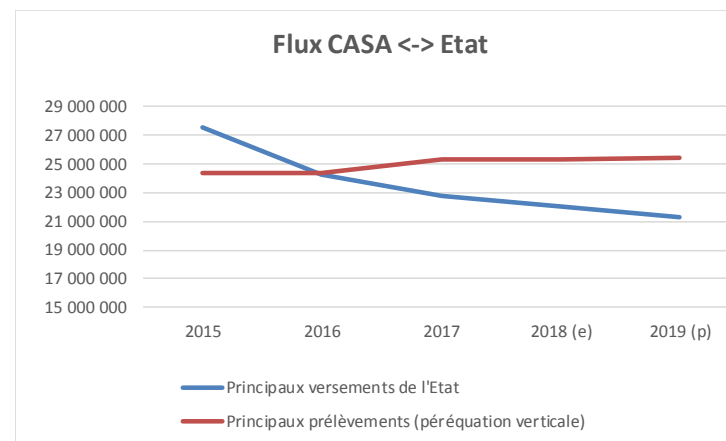
### - Accroissement de la péréquation verticale

La CASA, comme l'ensemble des collectivités, est concernée par la baisse des dotations et l'augmentation de la péréquation verticale.

A titre d'exemple, la Dotation d'Intercommunalité représentait 1,8€ par habitant en 2017 contre 17€ en 2015.

Le solde net des principaux flux entre l'EPCI et la CASA sont en défaveur de cette dernière, et l'écart a tendance à s'accroître.

	2015	2016	2017	2018 (e)	2019 (p)
Dotation d'intercommunalité (nette de prélèvements)	2 988 585	992 455	318 413	254 730	203 784
Dotation de compensation des EPCI	20 120 240	19 728 899	19 184 629	18 609 090	18 050 817
Dotation Globale de Décentralisation		18 625	0	0	0
Principales dotations de l'Etat	23 108 825	20 739 979	19 503 042	18 863 821	18 254 602
Compensation des pertes de base d'imposition à la CET	2 447 591	1 835 693	1 223 796	1 187 082	1 151 470
Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle			69 078	67 006	64 995
Compensation d'exonérations de CET	284 102	258 918	14 675	14 235	13 808
Compensation d'exonération de Taxe d'Habitation	1 769 209	1 441 223	1 967 422	1 908 399	1 851 147
Principales compensations versées par l'Etat	4 500 902	3 535 834	3 274 971	3 176 722	3 081 420
Principaux versés par l'Etat	27 609 727	24 275 813	22 778 013	22 040 542	21 336 022
FPIC	1 344 696	1 344 696	2 308 496	2 354 666	2 401 759
FNGIR	23 008 126	23 008 127	23 008 116	23 008 116	23 008 116
Principaux prélèvements (péréquation verticale)	24 352 822	24 352 823	25 316 612	25 362 782	25 409 875



### III. Orientations pour 2018

#### - Fiscalité

##### \* Taux de fiscalité directe locale

La CASA maintiendra, au cours de l'année 2018, les taux de fiscalité directe locale qui, situés dans le contexte des EPCI des Alpes Maritimes, figurent parmi les plus bas niveaux :

	CA Cannes Pays de Lérins	CA Pays de Grasse	Métropole NCA	CA Riviera Française	<b>CA Sophia Antipolis</b>
Cotisation Foncière des Entreprises	28,65%	29,22%	28,88%	32,19%	<b><u>25,27%</u></b>
TEOM	*	**	10,90%	13,00%	<b><u>9,50%</u></b>
Versement de Transport	1,75%	1,75%	2,00%	0,40%	<b><u>1,50%</u></b>
Taxe d'Habitation	-	8,17%	8,13%	8,08%	<b><u>7,96%</u></b>
Taxe Foncière sur les propriétés Bâties	-	0,10%	-	-	-
Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties	-	2,60%	1,47%	1,08%	<b><u>0,88%</u></b>

*\* CACPL et CAPG ont des taux différenciés par secteurs dont la moyenne est très supérieure au taux de la CASA*

# III. Orientations pour 2018

## - Fiscalité

### \* Réforme de la valeur locative des locaux professionnels (« RVLLP ») – (1/2)

- Effective depuis le 01/01/2017

- Attendue depuis près de 50 ans, elle a pour but de :

- Mettre fin à un système complexe et peu lisible (13 étapes pour la valorisation des locaux jusqu'en 2016)
- Rétablir une plus grande équité entre contribuables
- Redonner une dynamique fiscale aux bases des Collectivités
- Permettre une actualisation régulière des bases
- Contribuer à une meilleure péréquation

-Elle ne concerne que les **locaux professionnels**, les locaux d'habitation et les locaux industriels étant exclus de la réforme

# III. Orientations pour 2018

## - Fiscalité

### \* Réforme de la valeur locative des locaux professionnels (« RVLLP ») – (2/2)

Les recettes fiscales de la CASA se répartissent de façon quasi-équipondérée entre les composantes « foncière », « habitation » et « économique » (environ un tiers chacune).

Parmi ces recettes, **près des 2/3 sont directement impactées par la RVLLP** :

- TEOM
- Taxes Foncières
- Cotisation Foncière des Entreprises
- CVAE

Toutefois, si la réforme entraîne des évolutions parfois fortes, à la hausse ou à la baisse pour certains assujettis malgré les dispositions atténuateurs prévus par l'Etat (« planchonnement », « lissage » et « neutralisation »), elle ne devrait pas avoir d'impact sur le produit fiscal global de la CASA

# III. Orientations pour 2018

## - Fiscalité

### \* Projection de recettes

L'évolution de la fiscalité est très fluctuante en fonction des ajustements législatifs apportés chaque année. Ainsi l'année 2014 a été marquée par la mise en place de la contribution au redressement des comptes publics et une modification de l'assiette fiscale avec la modification de la cotisation minimum, tandis que l'année 2017 a vu l'entrée en application de la RVLLP.

Les variations annuelles des principaux produits fiscaux de la CASA sont les suivantes :

Impôts	2013	2014	2015	2016 *	2017	2017/2016	2018 (p)	2019 (p)
TEOM	34 390 187	34 404 299	35 042 032	37 535 692	38 157 826	2%	38 913 366	39 302 500
Taxes foncières et d'habitation	59 633 068	58 995 256	60 911 104	81 433 846	64 863 201	-20%	66 314 414	66 411 303
IFER		708 258	782 309	793 193	855 205	8%	857 194	865 766
CVAE	16 350 015	15 934 001	18 282 822	17 070 645	18 907 209	11%	20 351 495	19 333 920
TASCOM	2 386 301	2 337 759	2 443 157	2 476 765	3 059 935	24%	2 000 000	2 020 000
Versement Transport	29 809 248	30 218 346	26 600 239	28 997 519	30 600 921	6%	30 600 000	30 906 000

*\* Dont pénalité versée par l'Etat suite au contentieux sur les bases de Sophia Antipolis*

- Les années 2015 et 2016 ont été marquées par la conclusion du contentieux sur l'évaluation des valeurs locatives de certains locaux de type tertiaire. Aussi , les perspectives en matière de fiscalité » pour 2017 se limitent à une variation de 2 % comprenant la variation votée dans la loi de finances 2017 et une variation dynamique.

### III. Orientations pour 2018

#### - Solidarité communautaire

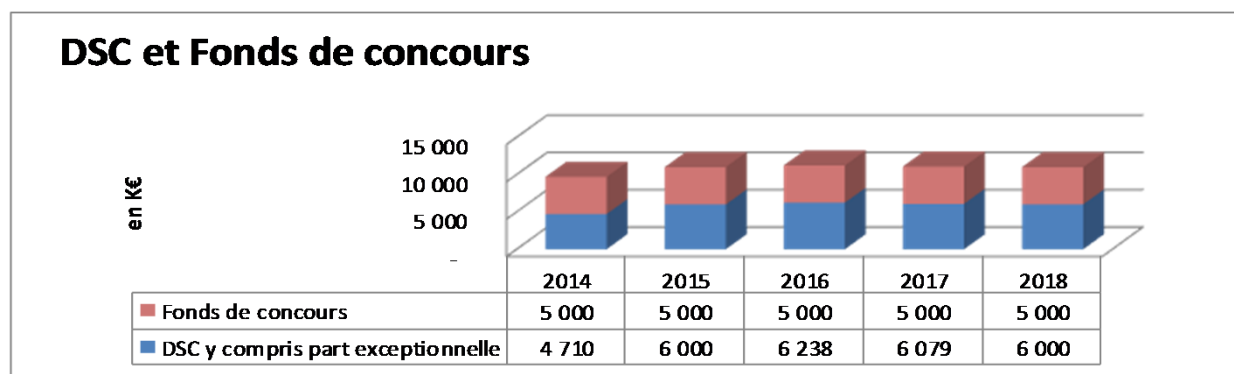
##### \* Dotation de Solidarité Communautaire

Bien que le contexte soit tendu, la CASA souhaite poursuivre son action d'accompagnement auprès des communes membres en maintenant sa solidarité communautaire qui passe par différents moyens dont :

- La **Dotation de Solidarité Communautaire** d'un montant de **6 M€**, répartie entre toutes les Communes membres de la CASA selon des critères stabilisés.

Ce reversement est obligatoire pour les communes signataires d'un contrat de ville mais il est maintenu sur l'ensemble du périmètre de la CASA.

- Les **fonds de concours**, dont l'enveloppe reste à **5 M€** accessibles à toutes les Communes et qui couvrent de nombreuses thématiques dont le développement économique à partir de 2016.



Pour mémoire la moyenne était de 8 M€ lors du mandat précédent, contre 11 M€ en 2018

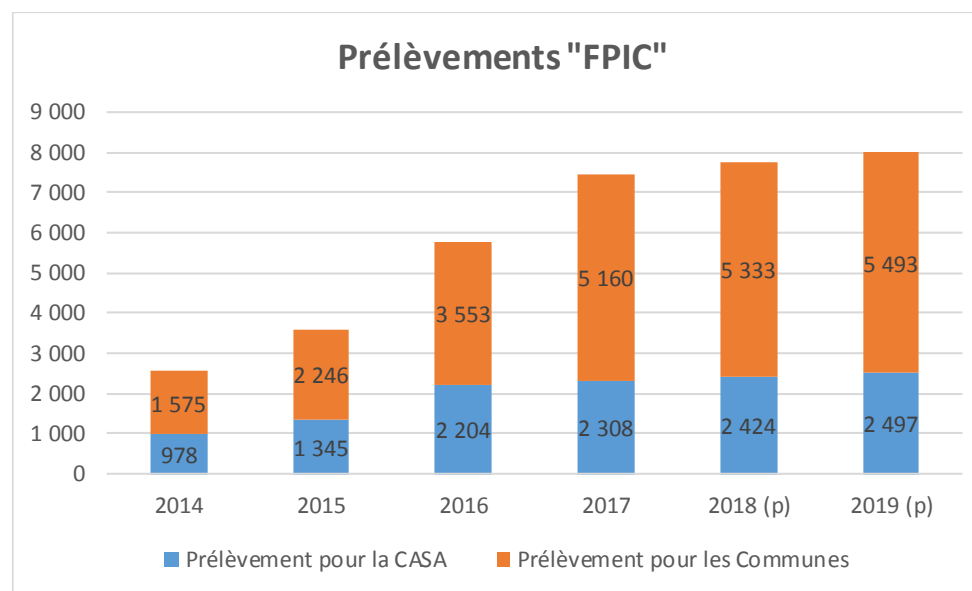
# III. Orientations pour 2018

## - Solidarité communautaire

### \* Ajustement des autres formes de la solidarité

Historiquement, la solidarité concrétisée par la CASA envers ses Communes membres a longtemps pris la forme d'une prise en charge, par la CASA, d'une partie du prélèvement au titre du **Fonds de solidarité de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)** imputable aux Communes

Il a été décidé, de façon unanime par le Bureau Communautaire en 2016, de mettre un terme à cette prise en charge à compter de l'exercice 2018.





# III. Orientations pour 2018

## **- Dynamisation des recettes de fonctionnement**

Un des objectifs majeurs de l'année 2018 sera d'accroître les recettes de fonctionnement par le biais des actions suivantes :

- Mettre en place de nouveaux partenariats financiers en contractualisant avec les autres collectivités comme la Région ou le Département.
- Organiser de la manière la plus structurée possible les recherches de financements extérieurs (fonds européens...).
- Optimiser la gestion du patrimoine.

Les autres recettes composées de recettes de billetteries et de loyers devraient évoluer de 2%. Les recettes de subventions à l'exception du PLIE création de service cofinancé, devraient rester stables mais à un niveau faible.

**Enjeu** : préserver une marge nette d'autofinancement sur l'ensemble des budgets afin de préserver les capacités d'investissement de la CASA

# III. Orientations pour 2018

## - Maîtrise des dépenses de fonctionnement

### \* **Dépenses hors personnel**

Les **objectifs** sont, pour 2018 :

- Contenir l'évolution des charges de fonctionnement en se concentrant sur les priorités du mandat notamment pour les subventions et les actions engagées par les services
- Financer les actions nouvelles par redéploiement des crédits du service ou de la DGA
- Rechercher les modalités d'un achat public plus performant notamment en accentuant le recours au groupement de commande, en renégociant les contrats en cours de renouvellement
- Améliorer la connaissance précise du patrimoine par un inventaire exhaustif des biens
- Préparer l'audit préalable à la prise de nouvelles compétences eau assainissement
- Actualiser les attributions de compensation au regard des transferts effectués (politique de la ville, équipements culturels, aires d'accueil des gens du voyage, etc.)
- Finaliser les transferts des compétences « GEMAPI » et « eaux pluviales », effectifs depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

\* Indicateurs prévus par le Décret n° 2016-841 du 24 juin 2016

### Orientations budgétaires

#### Evolution prévisionnelle des dépenses et des recettes (1/2)

L'objectif est de maintenir la maîtrise des dépenses de fonctionnement, tout en dynamisant les recettes. Les premières sont anticipées en hausse comprise entre 1 et 2% par an, tandis que les secondes devraient progresser d'au moins 1% par an.

### Budget Principal

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES	2018	2019	2020
Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 468 456	1 483 140	1 497 972
Impôts et taxes	162 345 706	162 181 817	163 183 588
Dotations et participations	22 637 852	21 967 982	21 308 942
Autres produits de gestion courante	2 006 800	2 026 868	2 047 136
Produits financiers	0	0	0
Produits exceptionnels	200 000	200 000	200 000
<b>Total de l'année</b>	<b>188 748 813</b>	<b>187 950 707</b>	<b>188 329 447</b>

DEPENSES			
Charges à caractère général	16 022 661	16 343 114	16 669 976
Charges de personnel	26 999 032	27 539 013	28 089 793
Atténuations de produits	108 591 515	109 154 233	109 728 932
Opérations d'ordre de transferts entre sections	8 500 000	8 500 000	8 500 000
Autres charges de gestion courante	21 594 239	22 026 124	22 466 647
Charges financières	4 762 634	4 936 486	4 889 991
Charges exceptionnelles	200 000	200 000	200 000
<b>Total de l'année</b>	<b>186 670 082</b>	<b>188 698 970</b>	<b>190 545 339</b>

On constate ainsi qu'au  
« fil de l'eau », une  
détérioration de l'Epargne  
Brute est à prévoir, ce qui  
imposera de prendre des  
mesures correctrices pour  
l'éviter

Epargne brute prévisionnelle      10 578 731      7 751 737      6 284 109

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

Evolution prévisionnelle des dépenses et des recettes (2/2)

SECTION D'INVESTISSEMENT			
<u>RECETTES</u>	2018	2019	2020
Opérations d'ordre de transferts entre sections	8 500 000	8 500 000	8 500 000
Subventions d'investissement	9 000 000	11 250 000	10 600 000
Emprunts	27 000 000	19 000 000	10 000 000
<b>Total de l'année</b>	<b>44 500 000</b>	<b>38 750 000</b>	<b>29 100 000</b>
 <u>DEPENSES</u>			
Emprunts	11 793 158	13 070 948	13 720 549
Investissements relatifs au TCSP	15 000 000	15 200 000	4 700 000
Investissements relatifs au Logement Social	8 000 000	8 000 000	8 000 000
Autres investissements	10 000 000	2 000 000	2 000 000
<b>Total de l'année</b>	<b>44 793 158</b>	<b>38 270 948</b>	<b>28 420 549</b>

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

### Engagements pluriannuels

Les principaux engagements pluriannuels de la CASA concernent essentiellement les échéances d'emprunts, en lien avec la politique d'investissement menée, dont les flux prévisionnels sont indiqués au point 3.1 précédent.

La section d'investissement sera principalement impactée par les investissements majeurs restant à réaliser par la CASA en matière de création du TCSP, ainsi que par la poursuite de la politique en matière d'Habitat.

La principale phase d'endettement devrait intervenir en 2018, pour ensuite se réduire nettement.

Les autres recettes d'investissement sont attendues à un niveau significatif, qu'il s'agisse de FCTVA ou de subventions.

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

### Informations relatives à la dette

Le capital restant dû du Budget Principal au 31 décembre 2017 s'élève à 113 330 254,07 Euros, et celui de l'ensemble des Budgets (Annexes compris), s'élève à 143 742 475,61 Euros.

Les emprunts à souscrire nouvellement au cours de l'année 2018 devraient représenter la somme de 27 millions d'Euros tous budgets confondus, tandis que les remboursements devraient avoisiner les 12 millions d'Euros.

Le taux d'intérêt moyen de la dette du Budget Principal devrait passer de 3,76% à environ 3,4%, sous l'effet d'emprunt nouveaux souscrits à un taux prévisionnel de 1,75%.

Enfin, la stratégie financière de la CASA privilégiant la recours à des taux fixes devrait être poursuivie, portant ainsi la part des emprunts à taux fixe à environ 90% de l'encours global, tous budgets confondus.

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs réglementaires spécifiques

### Principaux soldes de gestion

L'**Epargne Brute** du seul Budget Principal à la fin de l'exercice 2018 devrait s'élever à **11,5 millions d'Euros**, tandis que l'**Epargne Nette** devrait être d'environ **0,5M€**, soit un niveau en baisse par rapport à l'année 2017, illustrant la nécessité de comprimer le niveau de dépense de fonctionnement.

Le capital restant dû de la dette au titre de l'ensemble des Budgets Principal et Annexes devrait dépasser 150 millions d'Euros au 31 décembre 2018, cependant que l'Epargne Brute consolidée pourrait tangenter la somme de 15,5 millions d'Euros, faisant apparaître une capacité de désendettement globale inférieure à 10 ans.



# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

### Informations relatives aux effectifs et aux dépenses de personnel

Les éléments d'analyse de l'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel sont détaillés dans l'Annexe spécifique aux Ressources Humaines (chapitre IV. *Infra*).

# III. Orientations pour 2018

## III.2.2- Indicateurs règlementaires spécifiques

\* Indicateurs prévus par le II de l'Article 13 de la Loi de Programmation 2018 des Finances Publiques

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement

	2018	2019	2020
Budget Principal	177 576 402	179 663 063	181 599 592
Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes"	4 347 569	4 434 520	4 523 211
Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports	31 164 733	31 788 027	32 423 788
Budget Annexe des Pépinières	859 531	876 721	894 256
Budget Annexe de l'Office du Tourisme Intercommunal	316 604	322 936	329 394

Soit une  
progression  
anticipée  
des DRF du  
Budget  
Principal  
inférieure à  
1,2% / an

Evolution du besoin de financement annuel

	2018	2019	2020
Budget Principal	16 876 842	7 599 052	-2 050 549
Budget Annexe "Théâtre Communautaire d'Antibes"	0	0	0
Budget Annexe de la Régie à autonomie financière des Transports	4 226 000	3 969 000	1 727 000
Budget Annexe des Pépinières	-240 000	-240 000	-240 000
Budget Annexe de l'Office du Tourisme Intercommunal	0	0	0

Soit une  
réduction du  
besoin de  
financement  
global

# III. Orientations pour 2018

## III.2.3- Transferts de compétences

L'année 2017 a vu le transfert des Compétences « Promotion du Tourisme », Aires d'Accueil des Gens du Voyage » et « Zones d'Activité Economique ».

Dans le but d'assurer une parfaite conformité de la CASA aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, l'année **2018** verra la réalisation des travaux suivants :

- Finalisation du transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI et Eaux Pluviales)
- Transfert du personnel communal concerné par la compétence « Promotion du Tourisme »

Puis, à **compter du 01/01/2019**, la préparation du transfert de la compétence « eau et assainissement » sera poursuivie

# III. Orientations pour 2018

## III.2.4- Mutualisation des services

La CASA poursuit la démarche de mutualisation de ses services avec ceux des communes membres et en premier lieu de la Commune d'Antibes.

Ce projet s'inscrit dans un contexte de rationalisation des services publics rendu nécessaire par les contraintes budgétaires alors que les attentes de la population ne cessent de croître

L'objectif est de renforcer l'efficacité de l'administration en décloisonnant les services et allouer les ressources humaines là où elles sont le plus nécessaires

La démarche se veut pragmatique et tenant compte du facteur humain, en y associant non seulement les managers et les partenaires sociaux, mais aussi en recherchant l'adhésion la plus large des agents, tout en sécurisant sur le plan juridique tous les actes en découlant.

### **Les premières réalisations :**

- DGS mutualisé
- DGA Vie Sociale et Culturelle mutualisée
- Directeur et une infographiste de la Direction de la communication
- Directrice des Affaires Générales, du Juridique et du Contentieux

### **Deux groupements ont été relancés :**

- Fourniture de carburant
- Fourniture de papier standard avec 10 communes (Antibes, Bézau-dun-les-Alpes, Biot, Châteauneuf, Capières, Gréolières, Le Bar-Sur-Loup, La Colle sur Loup, Le Rouret, Tourrettes sur Loup et Vallauris-Golfe Juan)

## III. Orientations pour 2018

### **III.2.5- Actions du Pôle Métropolitain**

Au cours de l'année 2018, la CASA participera également aux actions menées par un Pôle Métropolitain au sein duquel elle sera associée à la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins (CACPL), la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) et la Communauté de Communes des Alpes d'Azur (CCAA).

Constitué sous la forme d'un syndicat mixte, il répond à la recherche d'un projet de développement qui valorise des atouts complémentaires au service de l'accroissement global de l'attractivité du territoire.

Le Pôle se concrétise par la mise en place de stratégies communes entre les quatre établissements publics, afin de mener des actions dans les thématiques suivantes :

- Développement économique
- Attractivité
- Mobilité
- Protection et sensibilisation environnementale
- Valorisation des déchets

Les actions pourront être menées sous la forme de groupement de commande (gestion des dossiers dans chaque collectivité) ou via la dotation du Pôle avec les crédits nécessaires à la mise en œuvre de l'action.

Une première action concrète est le lancement du déploiement d'Installations de Recharge pour Véhicules Electriques (« IRVE ») en février 2018.

# III. Orientations pour 2018

## III.2.6- Un programme d'investissement cohérent avec les capacités financières de la CASA

### \* Dépenses :

Le projet d'écomobilité comprenant le Pôle d'échange, la vélostation et le TCSP s'élève à **140 M€ sur 6 ans**.

La mise en œuvre de ce projet-phare de la CASA sera adaptée selon les marges de financement de la CASA.

De plus, le mandat en cours est essentiellement tourné vers :

- \* **le développement** économique (autour des 3 piliers que sont la Technopole, le tourisme et le commerce) **et l'aménagement** avec l'aménagement des ZAE définies dans le SCOT.

- \* le **renforcement des services de proximité** avec notamment la création de nouvelles déchetteries et le développement du réseau de transport.

- \* la **solidarité** via :

- les politiques publiques (habitat, lecture publique, cohésion sociale)
- l'aide aux communes (DSC, fonds de concours...)

- \* le renforcement du **maillage numérique** du territoire, la CASA participe à la mise en place du schéma directeur d'aménagement du numérique afin de d'installer la fibre, nécessaire pour nombre de territoires (2,8 M€ sur 5 ans).

Enfin, le transfert de la compétence GEMAPI depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 induit la réalisation d'un programme d'investissements spécifiques par la CASA dès l'année en cours, étant entendu que les opérations initiées par les Communes feront l'objet de conventions de mandat afin de ne pas perturber leur finalisation.

# III. Orientations pour 2018

## III.2.6- Un programme d'investissement cohérent avec les capacités financières de la CASA

### \* Recettes :

Les objectifs en matière de recettes de fonctionnement sont :

- L'optimisation des partenariats conclus dans le cadre des maitrises d'ouvrage déléguées en définissant les enveloppes de cofinancements avec les différents partenaires et opérateurs
- Le recours à l'emprunt en fixant une limite inférieure à 2% de taux d'intérêt à taux fixe et en ajustant les durées des contrats sur les durées d'amortissement des biens financés ; identifier les éventuelles opportunités de réaménagement
- La préservation d'un autofinancement stable pour maintenir un niveau d'Épargne Brute garantissant une capacité de désendettement inférieure à 12 ans
- Le maintien d'une forte lisibilité financière de l'endettement en privilégiant les emprunts à taux fixes ou variable avec passage en taux fixe sans pénalités, et en recourant aux financements thématiques spécifiques (environnement, mobilité, etc.)

Dans ces conditions, l'encours de dette du Budget Principal au 31 décembre 2018 devrait être proche de 130 millions d'Euros, et la capacité de désendettement se situer à environ 10 ans.



# III. Orientations pour 2018

## Développement économique

### III.2.7- Illustration des principales actions par Compétence

#### Economie de Proximité et Tourisme

##### Objectifs

- Tourisme : favoriser la diversification géographique et thématique des activités touristiques
- Commerce et économie de proximité : assurer un développement commercial différenciant, équilibré et répondant aux besoins locaux de consommation ; pérenniser les créations-reprises d'entreprises
- Economie Sociale et Solidaire : mettre en œuvre le Contrat Local de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire (CLDESS)
- Grands projets économiques : contribuer au projet de « Pôle Céramique » à Vallauris

##### Mesures 2018

##### Tourisme :

- Assurer le fonctionnement de l'Office de Tourisme Intercommunal et la gestion opérationnelle de ses Bureaux d'Information Touristique
- Lancer les travaux d'élaboration de la politique de développement et d'organisation touristique du moyen et du haut- pays, en coordination avec les offices de tourisme indépendants de la CASA
- Elaborer le programme du projet de « Pôle Céramique » à Vallauris et animer le Comité Scientifique

##### Economie de proximité :

- Mettre en œuvre le plan le Contrat Local de Développement de l'Economie Sociale et Solidaire et participer au mois de l'Economie Sociale et Solidaire
- Financer les structures d'accompagnement à la création-reprise d'entreprises (IASA, ADIE, EISIA)
- Monter un Observatoire Economique et Social (commerce, artisanat et services) en partenariat avec la CCINCA et Pôle emploi

# III. Orientations pour 2018

## Développement économique

### Développement de la Technopole Sophia Antipolis

#### Objectifs

- Développer le Business Pôle autour de deux axes :
  - ✓ La Chaîne de l'innovation, pour accompagner la création de nouvelles Start Up et générer de nouveaux emplois
  - ✓ Le Guichet Unique, pour accueillir de nouveaux partenaires associatifs et institutionnels et répondre aux attentes des nouveaux arrivants
- Renforcer l'attractivité et le rayonnement de la technopole aux niveaux national et international
- Etre acteur dans la mise en œuvre d'un programme d'animation diversifié
- Soutenir l'innovation, la recherche et les projets collaboratifs, promouvoir le savoir faire et l'expertise de Sophia Antipolis
- Consolider les partenariats avec l'Europe, l'Etat et la Région à travers la participation à des appels à projets et programmes dédiés (OIR, SRDEII, H2020...)
- Accompagner les programmes d'enseignement et de formation avec les acteurs académiques

#### Mesures 2018

- ✓ Mettre en place une politique d'animation adaptée aux besoins des Start Up : Ateliers, Jeudi du NIDA, NIDA'S coffee, Printemps de l'Innovation, Hackaton, 5ème anniversaire de l'Open de Starteo et coordination d'un « Parcours start-ups »
- ✓ Organiser la 4ème édition du Village des Sciences et de l'Innovation
- ✓ Consolider l'attractivité de Starteo: Affirmer l'ambition de la CASA de dynamiser le tissu économique des Moyen et Haut Pays
- ✓ Créer, structurer et animer 4 filières stratégiques – Nautisme, Véhicules connectés, Sportech, et Biotechnologies, – basées sur les technologies clés de la technopole: Big Data, IoT, Intelligence Artificielle
- ✓ Organiser des événements, notamment un événement identitaire phare et international sur Sophia Antipolis, dont la thématique en 2018 est l'Intelligence Artificielle

#### Perspectives

- ✓ Organisation de cycle d'événements en 2019 pour les 50 ans de Sophia Antipolis – Coordination à mener dès 2018
- ✓ Lancement du Business Pôle 2.0 / Living Lab Sophia Antipolis



# III. Orientations pour 2018

## Développement économique

### Objectifs

- Mettre en œuvre les grands projets d'aménagement et la gestion des ZAE
- Réviser le projet de développement du territoire à travers la révision du SCOT en cours
- Poursuivre la politique foncière en faveur de la production de logements, d'activités économiques et de préservation de l'environnement

### Mesures 2018

- Création de la ZAC de la Sarrée
- Mise en œuvre de la ZAC des Clausonnes
- Lancement des études en vue de la conception du siège de la CASA et du Business Pôle 2.0
- Révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) : Projet d'Aménagement et de développement Durable (PADD) et Trame verte et bleue
- Gestion et aménagement des ZAE transférées
- Lancement de la DUP sur la Brague et finalisation du Plan-guide d'aménagement et de développement durable
- Poursuivre les cessions de terrains SYMISA pour soutenir le développement de la technopole

### Perspectives

- Articuler le SCOT et les documents d'urbanisme communaux
- Aménagement et développement des espaces à enjeux
- Mettre en œuvre le Projet de reconquête de la Brague



# III. Orientations pour 2018

## Environnement et Développement durable

### Objectifs

- Engager le territoire vers la transition énergétique et la croissance durable
- Redéfinir une politique de développement durable à l'échelle du territoire
- Poursuivre l'exemplarité de l'action publique locale

### Mesures 2018

- Adoption du Programme de Développement Durable CASA'Venir
- Intégration de nouvelles thématiques au PCET et évolution en Plan-Climat Air Energie Territorial (PCAET)
- Installation du réseau de bornes de recharges pour véhicules électriques (IRVE)
- Transformation de l'Espace Info Energie et Plateforme Territoriale de Rénovation Energétique de l'Habitat
- Poursuite de l'activité du Conseil en Energie Partagé
- Poursuite de la réalisation de la cartographie du bruit en partenariat avec la CACPL et la CAPG
- Poursuite des programmes pédagogiques et de sensibilisation : Activ' ta terre, Watty, CASA Nature, et création d'outils pédagogiques

### Perspectives

- Mettre en œuvre le Programme Développement Durable et poursuivre le PCAET



# III. Orientations pour 2018

## Ecomobilité

### Objectifs

- Mettre en œuvre le projet de Bus Tram: travaux sur les secteurs Nord A8 , le secteur 2 Antibes et études sur secteurs Sud A8
- Mettre en œuvre le Plan Vélo Sophia Antipolis, pour des déplacements quotidiens domicile - travail en vélo à assistance électrique
- Favoriser l'innovation en mobilité pour la desserte de Sophia Antipolis
- Mener et accompagner les projets d'infrastructures et d'inter modalité sur le territoire
- Elaborer le nouveau Plan de Déplacements Urbains de la CASA

### Mesures de 2018

#### Le bus –tram Antibes Sophia Antipolis

- Travaux du Bus Tram Antibes / Sophia Antipolis sur les secteurs « Saint Philippe » et « Saint Claude Sarrazine »
- Reprise d'études sur les secteurs Sud : définition technique et enquête parcellaire.



#### Le Plan Vélo Sophia Antipolis

- Animation du comité technique intercommunal et de la communauté des usagers du vélo de Sophia Antipolis
- Conventionnement avec associations de cyclistes
- Implantation de stationnement vélo sur l'espace public
- Résolutions de points noirs pour assurer les continuités cyclables aux abords de Sophia e partenariat CD06
- Maison du vélo sur Sophia, local vélo PEA
- Mise à disposition de vélos à assistance électrique, déploiement de box sécurisés pour le stationnement vélo



#### Favoriser l'innovation en mobilité pour la desserte de Sophia (Fabrique des Mobilités)

- Débat citoyen sur les véhicules sans conducteurs le 27 janvier sur Sophia : réfléchir aux mobilités de demain, créer les conditions d'expérimentation sur le territoire de Sophia (dernier kilomètre).
- Cluster Automotive Valley : opportunités de lieux d'expérimentation sur la technopôle.

# III. Orientations pour 2018

## Ecomobilité

### Projets d'infrastructures et d'intermodalité

- Révision du Protocole d'Accord pour la réalisation d'infrastructures pour améliorer les accès à Sophia
- Conduite d'une étude CD06/CASA sur le maillage en parcs de rabattement intermodaux à destination de Sophia
- Participation à l'élaboration et réalisation des voiries des équipements publics de la CASA et à la définition des projets d'aménagements sur les sujets de mobilité (Hauts d'Antibes, Clausonnes, Figueiret).
- Participation aux études liées au projet de Ligne Nouvelle et de la gare ferroviaire de l'Ouest des Alpes-Maritimes;
- Etudes parc relais Opio gare SNCF Villeneuve, contournement des Bouillides pour les cyclistes.

### Voirie Réseaux Divers :

- Gestion de la voirie SYMISA et communautaire.
- Accessibilité des transports publics : réalisation de 10 arrêts charte d'excellence.
- Maillage de places de collecte dépose pour le covoiturage dynamique.

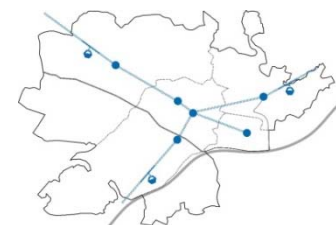


### Plan de Déplacements Urbains de l'Autorité Organisatrice de la Mobilité

- Elaboration du nouveau PDU 2018-2028 et de son rapport environnemental : concertation préalable fin 2018
- Plan de mobilité de la CASA
- Initiation d'un Conseil mobilité pour les salariés et acteurs du territoire
- Promotion du covoiturage dynamique : partenariat Autorités Organisatrices de Mobilité 06 (AOM), labellisation d'applis mobile favorisant la mise en relation covoitureurs / covoiturés.

### Perspectives 2018-2020

- Mise en service du Bus Tram en 2019 (partiel) et en 2023 (complet)
- Consolidation de la mise en œuvre du Plan vélo Sophia
- Approbation du Plan de Déplacements Urbains 2018-2028
- Mise en œuvre de la réalisation des infrastructures nécessaires aux accès à Sophia
- Consolidation de la CASA dans son rôle d'Autorité Organisatrice de la Mobilité
- Groupes de travail Autorités Organisatrices de Mobilité ouest 06 (AOM): faire émerger des solutions nouvelles de mobilité à l'échelle des 3 bassins.



# III. Orientations pour 2018

## Transports urbains

### Objectifs :

Améliorer la productivité et la qualité du service rendu à la population sur les principes suivants :

- L'amélioration continue des performances du réseau vers le haut niveau de service (BHNS),
- La modulation de l'offre de service pour répondre aux besoins de déplacements,
- La promotion du réseau Envibus pour conquérir et fidéliser la clientèle des transports collectifs
- La facilitation de l'achat des titres pour les clients/usagers
- La digitalisation des outils Envibus et réseau wifi Envibus à bord et aux points de vente

### Mesures de 2018 :

- Modernisation du mode de vente des titres et diminution de la vente à bord des bus : augmentation des paiements internet via la e-boutique, distributeurs automatiques de titres, tickets sur téléphone (nouveaux titres)
- Développement de l'offre transport urbain sur le secteur d'Antibes pour préfigurer le réseau 2019 associé au Bus Tram
- Premières acquisitions de bus à faibles émissions de GES
- Renouvellement des systèmes radio phonie et data
- Renouvellement du marché billettique
- Poursuite du travail partenarial avec les Autorités Organisatrices de la Mobilité (AOM) dans le cadre des Plans de Déplacements Inter-Entreprises et de la coopération des agglomérations de l'ouest 06

### Perspectives :

- Programmer les budgets d'exploitation 2019 /2023 liés à l'arrivée du Bus Tram et du réseau Envibus restructuré
- Augmenter les recettes liées à la billetterie Envibus
- Préparer l'exploitation à la mise en service de la ligne BusTram et du réseau Envibus
- Préparer un plan prévisionnel d'investissement du matériel roulant en tenant compte des obligations issues de la loi de transition énergétique
- Garantir les conditions opérationnelles de remisage et de maintenance du parc affecté en réalisant les travaux nécessaires dans les dépôts
- Choisir le mode de gestion pour l'exploitation du réseau urbain à compter de juillet 2019



# III. Orientations pour 2018

## Agriculture

### Objectifs

- Conforter les espaces et les activités agricoles sur le territoire
- Augmenter la surface agricole exploitée et la production sur le territoire
- Contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales

### Mesures de 2018

- Appui aux communes pour les acquisitions de foncier agricole par le biais de fonds de concours
- Appui d'ingénierie aux communes en lien avec la Chambre d'Agriculture, la SAFER et autres partenaires pour le développement de projets agricoles et implantation de nouveaux exploitants
- Accompagnement du développement d'un atelier de transformation de produits agricoles et de reconversion d'un ancien site de recherche vers un projet à vocation agricole (point de vente, formation, lieu d'échanges...)
- Aide à la promotion des productions locales (guide numérique...)
- Poursuite des chantiers « Restanques »
- Appel à Projet FEADER « Préservation du foncier agricole »
- Appel à Projet ADEME « ECOLIVE » avec INRA

### Perspectives

- Augmenter la surface agricole exploitée et la production sur le territoire
- Contribuer à la pérennisation et à la dynamique des exploitations locales





# III. Orientations pour 2018

## Paysage et espaces naturels

### Objectifs

- Redéfinir le paysage comme élément d'attractivité du territoire, préserver la diversité et traiter les difficultés paysagères
- Concilier au mieux les usages des sites et garantir la préservation de ses espaces naturels remarquables

### Mesures de 2018

- Poursuite de la mise en œuvre du Plan de Paysage (plans-guides, définition de la palette végétale)
- Adoption de la Trame verte et bleue
- Poursuite de l'animation et de la surveillance des 3 sites « Natura 2000 » terrestres

### Perspectives

- Poursuite des programmes engagés



# III. Orientations pour 2018

## GEMAPI / Eaux Pluviales

L'année 2018 constituera une période de transition, au cours de laquelle la CASA prendra progressivement en charge l'ensemble des missions relevant de la GEMAPI et de la gestion des eaux pluviales, assurées par les communes. Pour cette période transitoire, les objectifs majeurs sont :

- Installer une politique partagée de gestion des risques d'inondation,
- Acquérir la connaissance du territoire, dresser un état des lieux, préciser les besoins, et mettre en place les moyens nécessaires pour prendre le relais des communes sur le volet « eaux pluviales »,
- Finaliser la répartition des missions entre les communes, la CASA et le SMIAGE (vallons, ouvrages littoraux, ...),
- Poursuivre de manière opérationnelle les actions du PAPI sous maîtrise d'ouvrage CASA.

### **Mesures de 2018 :**

- Mise en place des équipes techniques de la direction adjointe GEMAPI / Eaux Pluviales pour la rendre opérationnelle dans les meilleurs délais
- Recueil des données et informations auprès des communes, construction des outils de gestion (SIG, ...),
- Déploiement progressif de l'entretien des ouvrages pluviaux et des vallons, en régie ou via des sociétés prestataires,
- Préparation des marchés d'études et de travaux propres à la CASA,
- Passation de conventions avec les communes pour la poursuite des travaux engagés,
- Suivi des actions déléguées au SMIAGE, notamment en matière d'entretien préventif des cours d'eau et de travaux (bassin de rétention des Horts à Biot).

### **Perspectives :**

- Augmenter le champ des prestations et l'assistance aux communes : travail sur la réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens, accompagnement des révisions de PPRI, prévision des risques météorologiques, ...,
- Asseoir les interventions préventives sur une réglementation validée par tous (DIG sur les vallons, mesures compensatoires à l'urbanisation, contrôles, zonages pluviaux, règlement pluvial communautaire,...),
- Réaliser l'ensemble des actions du PAPI 2, et préparer les actions du PAPI 3.

# III. Orientations pour 2018

## Politique de l'habitat et Logement

### Objectifs

- **Poursuivre les actions menées dans le cadre du 2<sup>ème</sup> Programme Local de l'Habitat PLH (2012-2019)**
- **Développer une offre de logement adaptée pour répondre à la diversité croissante des besoins**
  - Développer l'offre locative sociale ainsi que l'accèsion sociale à la propriété en s'appuyant sur la délégation des aides à la pierre , les contrats de mixité sociale et en mobilisant les aides financières CASA
  - Poursuivre la mise en œuvre du Plan partenarial de gestion de la demande
- **Valoriser le parc et les quartiers existants par la mise à niveau du parc locatif social et la réhabilitation du parc privé**
- **Conforter la politique foncière en lien avec l'EPFR PACA**
- **Poursuivre les actions menées dans le cadre de la compétence Accueil des gens du voyage :**  
aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil (lancement d'une consultation pour la gestion commune des deux aires d'accueil)



### Mesures de 2018

- Accompagnement des communes dans le développement de l'offre locative sociale pour répondre aux objectifs du PLH et de la délégation des aides à la pierre
- Poursuite du développement de l'offre en accesssion à la propriété : commercialisation de programmes de logements sur les communes d'Antibes (Marenda Lacan et Quartier de l'Estagnol) , Valbonne (Les Bourelles) , Villeneuve Loubet (Les Maurettes)
- Elaboration du document cadre sur les attributions et de la convention intercommunale d'attribution (CIA) et poursuite des actions issues du Plan Partenarial de Gestion (élaboration du guide des entretiens et des conventions partenariales dans le cadre du Service Intercommunal d'Accueil des Demandeurs (SIAD))
- Poursuite de l'étude pour l'élaboration du 3<sup>ème</sup> PLH 2019-2024 (diagnostic, définition des orientations et du programme d'actions)

# III. Orientations pour 2018

## Déchets

### Objectifs

- Exemplarité et qualité du service public des déchets
- Poursuite de la lutte contre les incivilités en partenariat avec les communes,
- Axer notre organisation sur la sécurité, la qualité et l'efficacité

### Mesures de 2018

- Poursuite
  - programme Zéro Déchets sous la forme du Contrat d'Objectifs Déchets Economie Circulaire (CODEC) dont l'objectif est de réduire les sources de déchets en y associant différents acteurs de la société civile et de développer l'économie circulaire
  - Programme de renforcement de la collecte du verre d'emballages ménagers
- Optimisation des circuits de collecte de la régie et du fonctionnement du service des encombrants.
- Déploiement d'outils informatiques et de tableaux de bord en lien avec la certification ISO 9001
- Déchetteries : ouverture de la déchetterie de Roquefort-Les-Pins, rénovation, amélioration et mise aux normes des déchetteries existantes (Valbonne, Vallauris)
- Bio-déchets : étude de faisabilité sur la collecte et sur le traitement.

### Perspectives

- Poursuite de la maîtrise des coûts de fonctionnement, notamment grâce aux réparations en régie du parc auto, avec la mise en place d'un atelier garage
- Lisser les investissements, dans le cadre d'un programme pluriannuel, pour les équipements (contenants) et le parc roulant en privilégiant les énergies propres et les économies d'énergies
- Relocalisation de la déchetterie d'Antibes



# III. Orientations pour 2018

## Equipements structurants

### Objectifs

- Entretien, maintenance et gestion du patrimoine de la CASA afin d'assurer la continuité de fonctionnement des services tout en améliorant l'environnement de travail des agents et usagers de la collectivité
- Suivi du GER (Gros Entretien et Renouvellement) des bâtiments communautaires à l'aide de l'outil de Gestion de Sites Assistée par Ordinateur
- Plateforme multi-services : aide et support techniques aux Communes



### Projets en cours : les actions en 2018

- Pôle Céramique à Vallauris : mise en place de l'AMO technique, économique et culturel
- Bastide aux Violettes à Tourrettes sur Loup : extension du bâtiment principal (programmation et dépôt du PC) et projet de refonte des jardins
- Support technique aux Communes (Gréolières et Capières) : signature des conventions-cadre et subséquentes
- Nouvelles compétences : prise en compte des nouveaux équipements (tourisme / gens du voyage)
- Nautipolis : création d'un bassin extérieur, rénovation de l'espace bien-être, « Connect + »

### Perspectives

- Mise en place de l'outil « ATAL » pour le suivi et la valorisation des opérations en régie
- Programme pluriannuel du Gros Entretien et Renouvellement (GER)
- Adaptation de l'organisation de la direction et de ses outils aux nouveaux enjeux (mutualisation, gestion de patrimoine...)
- Démarche qualité : réflexion sur une réorganisation de la direction



# III. Orientations pour 2018

## Politique de lecture publique

### Objectifs :

- Optimiser la qualité de l'accueil des usagers et des services de médiation dans les médiathèques
- Développer les collections et les services numériques
- Faciliter l'accès pour tous à l'offre de lecture publique depuis l'ensemble du territoire à travers des services innovants
- Promouvoir la lecture publique, l'accès à la connaissance et la valorisation des collections à travers des actions culturelles, en particulier à destination de la jeunesse

### Mesures de 2018 :

- Rédiger le projet Culturel Scientifique Educatif et Social du réseau à partir des grandes orientations communautaires en matière de lecture publique pour les 5 années à venir, en déclinant ces orientations en objectifs pour l'ensemble du territoire
- Organiser un salon du livre jeunesse
- Renforcer la communication auprès des usagers via le site *Ma Médiathèque* et sur les réseaux sociaux
- Proposer une inscription dématérialisée pour s'abonner aux services des médiathèques
- Réduire les délais de mise à disposition des documents depuis tout point du réseau (réservations, nouveautés, ...)
- Redéployer la tournée du bibliobus dans les écoles des Moyen et Haut Pays



# III. Orientations pour 2018

## Cohésion sociale

### **Objectifs :**

Poursuite de l'exécution et de la gouvernance du Contrat de Ville CASA 2015-2020 en partenariat avec les services de l'Etat et des collectivités territoriales autour de 4 thématiques :

1) Emploi et insertion par l'économie :

Renouveler la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'insertion et l'emploi (PLIE) en collaboration avec le CD 06

2) Prévention de la délinquance :

Poursuite de la coopération renforcée avec les communes

3) Accès au droit et soutien aux familles :

Amplifier la lutte contre les violences conjugales

4) Cohésion sociale, cadre de vie et rénovation urbaine :

Poursuite du soutien au fonctionnement des Maisons de Services au Public –(MSAP)

### **Perspectives :**

- Maintenir et organiser l'activité des services de la direction et notamment celle qui engage la présence de la CASA aux côtés du public
- Poursuivre et évaluer la mise en œuvre du contrat de ville 2015 - 2020 et produire, à destination des partenaires, un rapport sur le bilan à mi-parcours des actions réalisées dans ce cadre
- Développer sur l'ensemble du territoire CASA des actions en faveur de l'insertion sociale et économique et particulièrement celle des jeunes aux côtés de la Mission Locale Antipolis
- Renouveler l'implication de la CASA dans la mise en œuvre d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi avec comme objectif de favoriser l'accès à l'emploi durable des personnes les plus en difficulté
- Maintenir des actions cohérentes et modernes en faveur de la prévention de la délinquance sur l'ensemble du territoire CASA.

# SOMMAIRE

## I – Introduction

## II – Contexte économique et politique

II.1-Economie

II.2 – Finances publiques

## III – Orientations budgétaires

III.1- Analyse rétrospective (2014-2017)

III.2 – Orientations pour 2018

## IV – Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel



## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

### Ressources Humaines

#### • **Les effectifs de la CASA depuis 2014**

	2014	2015	2016	2017	objectif 2018
Effectifs total (emplois permanents)	567	553	564	575	<b>Stabilisation de l'effectif hors transferts.</b> <b>Le transfert des compétences « promotion du tourisme » et « GEMAPI/Eaux pluviales » ont eu pour conséquence la création de 40 postes – soit 615 postes au 01/01/2018</b>
Dont créations d'emplois	12*	14**	11***	11****	
Dont suppressions d'emplois	0	28***	0****	0****	

**\*En 2014**, les créations d'emplois sont liées à la mise en place de nouveaux projets tels que le bus-tram ou les politiques de l'habitat et du logement. Le transfert des agents du SYMISA vers la CASA a impliqué également la création des emplois correspondants.

**\*\*En 2015**, les créations d'emplois sont principalement liées à des prises de compétences, notamment dans le domaine de la cohésion sociale avec le transfert du contrat de ville de Vallauris et la mise en place du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi. Les suppressions d'emplois intervenues en 2015, sont la conséquence du transfert des conducteurs de bus vers le prestataire privé VECTALIA. Ces suppressions ont pour conséquence de diminuer l'effectif total en 2015.

**\*\*\* En 2016**, les créations d'emplois sont liées à des prises de compétences et missions nouvelles notamment dans le domaine du développement économique, accueil des gens du voyage, lutte contre les inondations, direction de la communication et l'ouverture de la déchetterie de Roquefort les Pins.

**\*\*\*\*2017**, les créations d'emplois sont liées au développement des missions prioritaires notamment dans le domaine du développement économique, de la communication, de la cohésion sociale, de la gestion et maintenance du patrimoine, mais aussi à l'engagement de la CASA de pérenniser les emplois aidés.

**L'objectif 2018** sera de maintenir un effectif total stable, les mouvements qui interviendront seront liés à la prise de nouvelles compétences et au bon fonctionnement des nouvelles compétences.

## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

### Ressources Humaines

- **Etat prévisionnel des transferts de compétences**

Depuis l'année 2017, l'effectif de la CASA a évolué au fil des transferts de compétences obligatoires vers les agglomérations énoncés dans la loi NOTRe :

**En 2017 :**

- préparation du transfert de la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) et Eaux Pluviales
- préparation du transfert de la compétence promotion du tourisme
- étude sur le transfert de la compétence gestion des Zones d'Activité Economique (ZAE)

**En 2018:**

- transfert effectif des personnels de la compétence GEMAPI/Eaux Pluviales ⇒ 31 postes créés dont 23 transferts et 8 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLET
- transfert effectif des personnels de la compétence promotion du tourisme ⇒ 9 postes créés dont 6 transferts et 3 postes créés financés sur la base de l'évaluation des charges transférées dans le cadre de la CLET
- préparation du transfert de la compétence eau et assainissement

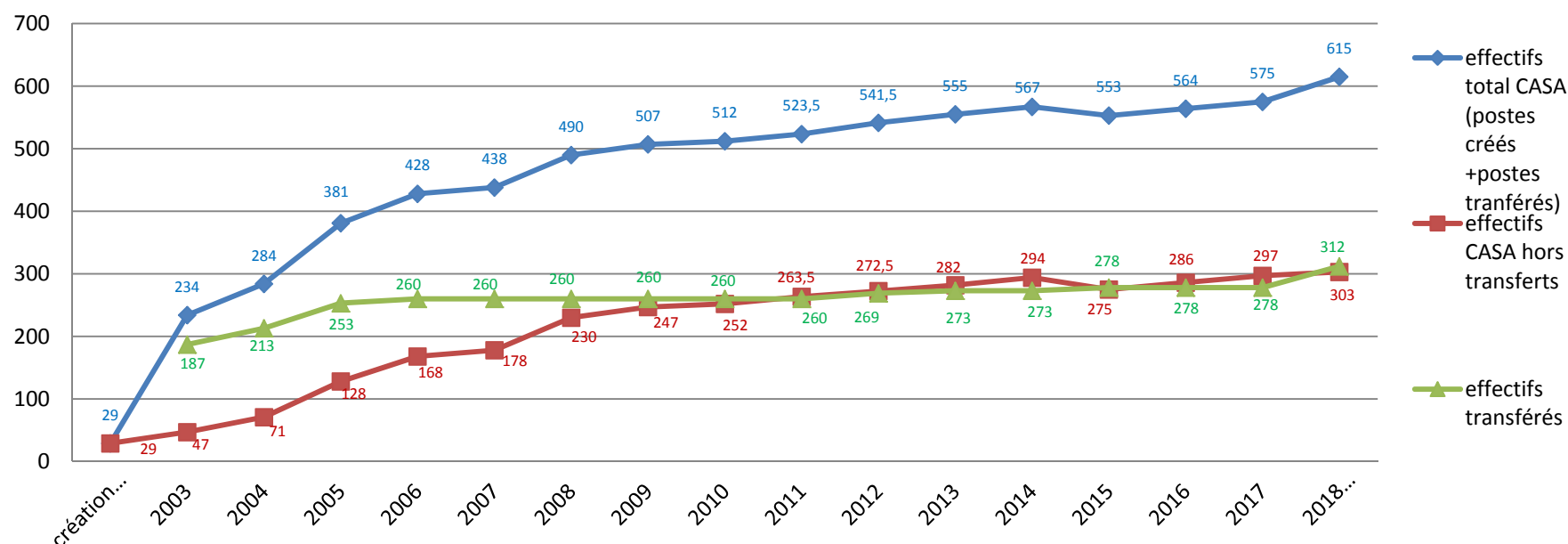
**2020 :**

- transfert effectif des personnels de la compétence eau et assainissement
- suite des études des transferts de compétences dans le cadre de la NOTRe

## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

### Ressources Humaines

#### • Evolution de l'effectif depuis la création de la CASA (selon date de délibération)



	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total au 01/01/2018
Effectifs créés hors transferts au 31/12	29	18	24	57	40	10	52	17	5	11,5	9	9,5	12	-19	11	11	6	303
Effectifs cumulés hors transferts au 31/12	29	47	71	128	168	178	230	247	252	263,5	272,5	282	294	275	286	297	303	303
Effectifs transférés au 31/12	0	187 <sup>(1)</sup>	26 <sup>(2)</sup>	40 <sup>(3)</sup>	7 <sup>(4)</sup>	0	0	0	0	0	9 <sup>(5)</sup>	4 <sup>(6)</sup>	0	5 <sup>(7)</sup>	0	0	34 <sup>(9)</sup>	312
Effectifs transférés cumulés au 31/12	0	187	213	253	260	260	260	260	260	260	269	273	273	278	278	278	312	312
Effectifs inscrits au tableau des effectifs au 31/12	29	234	284	381	428	438	490	507	512	523,5	541,5	555	567	553 <sup>(8)</sup>	564	575	615 <sup>(10)</sup>	615

(1) Transferts déchets (170) + transport (17)

(2) Transfert politique de la ville (26)

(3) Transferts logement (2) + médiathèque (38 Antibes)

(4) Transferts logement (6) + médiathèque (1 Valbonne)

(5) Transferts médiathèque (4 Villeneuve-Loubet) + SIVOM déchet haut-pays (5)

(6) Transfert médiathèque (4 Biot)

(7) Transfert contra ville Vallauris (5)

(8) Suppression 28 postes DRE (départ au privé)

(9) Transferts GEMAPI (28) + Tourisme (6)

(10) Au 1er janvier 2018

## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

### Ressources Humaines

- Répartition des effectifs au 31 décembre 2017 par catégorie**

FILIERES	CATEGORIE A	CATEGORIE B	CATEGORIE C	EMPLOIS PRIVES	TOTAL
Administrative	48	35	80		<b>163</b>
Technique	28	28	228		<b>284</b>
Sociale	4	11	--		<b>15</b>
Animation	--	3	6		<b>9</b>
Culturelle	6	21	61		<b>88</b>
Emplois privés				16	<b>16</b>
<b>TOTAL</b>	<b>86</b>	<b>98</b>	<b>375</b>	<b>16</b>	<b>575</b>

# IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

## Ressources Humaines

**Les dépenses réelles de la CASA au 012 depuis 2014** Les variations de dépenses sont liées, soit à des évolutions de périmètre (compétences ou missions nouvelles), soit à des dépenses contraintes (évolution de la réglementation)

	2014	2015	2016	2017	CA 012 prévisionnel 2018	CA 012 prévisionnel 2018 *
<b>Chap 012</b> (BG, télé pépinière, BART)	24 069 853 €	24 823 457 €	24 333 907 €	25 250 000 €	28 645 100 €	26 818 600 €
<b>Evolution</b> (€)	+ 1 644 549 €	+ 753 604 €	- 489 550 €	+ 916 093 €	Comparé au CA 2017 + 3 395 100 €	Comparé au CA 2017 *Hors coût personnels transférés Hors coût mutualisation + 1 568 600 €
<b>Evolution</b> (%)	+ 7,33 %	+ 3,13 %	- 1,9 %	+ 3,76 %	+ 13,4 %	+ 6,2 %
<b>Explication</b>	<p><u>Dont budget général + 1 500 000€</u> Evolution de l'effectif 560 000 € : - 5 CAE + 140 000 € - Création 12 postes (médiathèque) + 420 000 € Dépenses contraintes 670 000 € : - Réforme nationale cat. C + 240 000 € - hausse des retraites 420 000 € - Médecine du T +10 000€ Autres dépenses + 260 000 € : - Réorg. de la DEN (compensée au 011) + 220 000€ - Titres restaur/participation mutuelle +40 000€ <u>Dont budget BART + 122 400 €</u> Evolution de l'effectif 67 900 € : - Intérimaires + 2500 € - Changement statut public/privé (passage obligatoire à la convention collective) + 65 400 € Dépenses contraintes + 54 500 € : - Versement transport + 1000€</p>	<p><u>Dont budget général + 1 022 000€</u> Evolution de l'effectif + 485 000 € : - CAE + 35 000€ - Création 14 postes dans l'année (+4 transfert contrat de ville, +8 création PLIE, +1 DRE, +1 DDE) + 350 000€ - 40 mois saisonniers DEN + 100 000€ Dépenses contraintes + 477 000 € : - Assurance du personnel + 100 000€ - Médecine du T + 25 000€ - Indemnités obligatoires (gipa, nbi, sft, IR, RI dû aux créations de postes) + 70 000€ - Cotisations légales + 282 000€ Autres dépenses + 55 000 € : - Tickets restaurant/aide mutuelle + 25 000€ - Evolution du RI + 30 000 € <u>Dont budget BART - 374 000€</u> Evolution de l'effectif - 421 000 € : - Suppression 28 postes chauffeurs Envibus au 01/07 - 428 000 € - Intérimaires + 7000€ Autres dépenses + 47 000 € : - Fiph + 3000€ - Conaqs pavés + 21 000€</p>	<p>La baisse de consommation au CA 012 s'explique par l'effectivité sur toute l'année de la suppression des 28 postes d'Envibus : - 428 000 €</p> <p>Les autres dépenses sont restées stables, le budget est maîtrisé et constant.</p>	<p><u>Dont budget général (hors DEN) + 610 000 € :</u> -GVT + 80 000 € -Enveloppe campagne RI + 20 000 € -Postes vacants budgétés + 100 000 € (chargé développement thématique Dev Eco / Ingénieur hydraulicien / DRH mutualisé / Responsable de gestion Dev Eco) -Mise à disposition + 256 000 € -Charges retraite + 160 000 €</p> <p><u>Dont Direction Envinet + 300 000 €</u> -GVT + 79 770 € -Heures supplémentaires + 16 500 € -Création 3 postes déchetterie +60 000 € -Transformation 4 postes CAE + 60 000 € -Charges retraite + 63 000 € -Visites médicales + 20 730 €</p> <p><u>Dont budget BART + 6 000 €</u> -GVT + 1 000 € -Création 1 poste emploi avenir + 5 000€</p>	<p><u>Dont budget général (hors DEN) + 2 632 800 € :</u> •Transfert GEMAPI + 1 357 000 € (année pleine) •Réorganisation BART vers BG + 208 000 € •Recentralisation support + 125 600 € •Coût supplémentaire mutualisation + 75 000 € •Créations de poste + 240 000€ •Enveloppe RI + 77 000 € •GVT + 274 900 € (70 000 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 337 500 •Transfert de charges vers OTI+ mise à disposition - 69 200 € <u>Dont Direction Envinet + 404 300 €</u> •Recentralisation support -55 600 € •Création de poste + 30 000 € •Enveloppe RI + 35 000 € •GVT + 302 500 € (60 000 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 65 000 € •Médecine préventive + 27 400 € <u>Dont budget BART - 98 700 €</u> •Réorganisation BART vers BG -208 000 € •Recentralisation support -70 000 € •Enveloppe RI + 8 200 € •GVT + 57 800 € (9 800 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 79 300€ •NAO +32 500 € <u>Dont budget OTI + 456 700 € (année pleine)</u> •Transfert OT + 377 000 € •Enveloppe médecine préventive et coûts divers + 5 000 € •Transfert de charges du BG vers OTI+ mise à disposition + 69 200 €</p>	<p><u>Dont budget général (hors DEN) + 1 263 000 € :</u> •Réorganisation BART vers BG + 208 000 € •Recentralisation support + 125 600 € •Créations de poste + 240 000€ •Enveloppe RI + 77 000 € •GVT + 274 900 € (70 000 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 337 500 <u>Dont Direction Envinet + 404 300 €</u> •Recentralisation support - 55 600 € •Création de poste + 30 000 € •Enveloppe RI + 35 000 € •GVT + 302 500 € (60 000 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 65 000 € •Médecine préventive + 27 400 € <u>Dont budget BART - 98 700 €</u> •Réorganisation BART vers BG - 208 000 € •Recentralisation support - 70 000 € •Enveloppe RI + 8 200 € •GVT + 57 800 € (9 800 € de CAP) •Postes non pourvus toute l'année + 79 300€ •NAO +32 500 €</p>

# IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

## Ressources Humaines

### • Les dépenses prévisionnelles de la CASA au chapitre 012 pour 2018

	BP 2017			BP 2018			
Montant total	26 492 000 €			28 645 100 €			
Budget	Budget général			Budget général			
	CASA dont startéo (hors DEN)	DEN	BART	CASA dont startéo (hors DEN)	DEN	BART	OTI
Montant par budget	14 100 000 €	10 350 000 €	2 042 000 €	15 863 600 €	10 506 300 €	1 818 500 €	456 700 €
Augmentation générale				+ 2 146 100 € (+8,1%)			
Augmentation générale (hors coût personnels transférés, hors coût de mutualisation )				+ 257 400 € (+1%)			
Montant par budget				+ 1 763 600 € +12,5%	+ 156 300 € +1,5%	-223 500 € -10,9%	+ 456 700 € (année pleine) +100%
Détails coûts décisions pour 1 année pleine (montant avant ajustement pris en compte des mouvements)			<ul style="list-style-type: none"><li>• Transfert GEMAPI 31,5 postes dont 1 MAD + 1 357 000 € (année pleine)</li><li>• Réorganisation BART vers BG (815) 5 postes + 208 000 €</li><li>• Recentralisation support + 3 postes + 125 600 €</li><li>• Coût supplémentaire mutualisation + 75 000 €</li><li>• Créations de poste + 240 000€ (1 Cat A DGA DEAD, 1 Cat B COM , 1 Cat B PLIE , 1 Cat B DAB)</li><li>• Enveloppe RI (campagne IFSE + CIA) + 77 000 €</li><li>• GVT + 274 900 € (70 000 € de CAP)</li><li>• Postes non pourvus toute l'année + 337 500 €</li><li>• Transfert de charges vers OTI -69 200 € (direction + mise à disposition)</li><li>* Vacances supplémentaires Lecture Publique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>•Recentralisation support – 1 poste -55 600 €</li><li>•Création de poste + 30 000 € (1 Cat C ouverture déchetterie Roquefort les Pins)</li><li>•Enveloppe RI (campagne IFSE+CIA) + 35 000 €</li><li>•GVT + 302 500 € (60 000 € de CAP)</li><li>•Postes non pourvus toute l'année + 65 000 €</li><li>•Médecine préventive + 27 400 €</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>•Réorganisation BART vers BG (815) -5 postes -208 000 €</li><li>•Recentralisation support -2 postes -70 000 €</li><li><b>Sous total négatif</b> - 278 000 € (transfert de charges)</li><li>•Enveloppe RI (campagne IFSE+CIA) + 8 200 €</li><li>•GVT + 57 800 € (9 800 € de CAP)</li><li>•Postes non pourvus toute l'année + 79 300€</li><li>•NAO (Augmentation coef. Personnels privé 12 postes) +32 500 €</li><li>•Service civique + 1 500 €</li><li><b>Sous total positif</b> + 179 300 €</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Transfert OT 9 postes transférés ou clétés + 15 mois saisonniers + 377 000 €</li><li>• Enveloppe médecine préventive et coûts divers + 5 000 €</li><li>• Coût mise à disposition + 23 000 €</li><li>• Transfert de charges du BG vers OTI + mise à disposition + 69 200 €</li></ul>	
Montant total				+ 2 632 800 €	+ 404 300 €	-98 700 €	+ 456 700 €

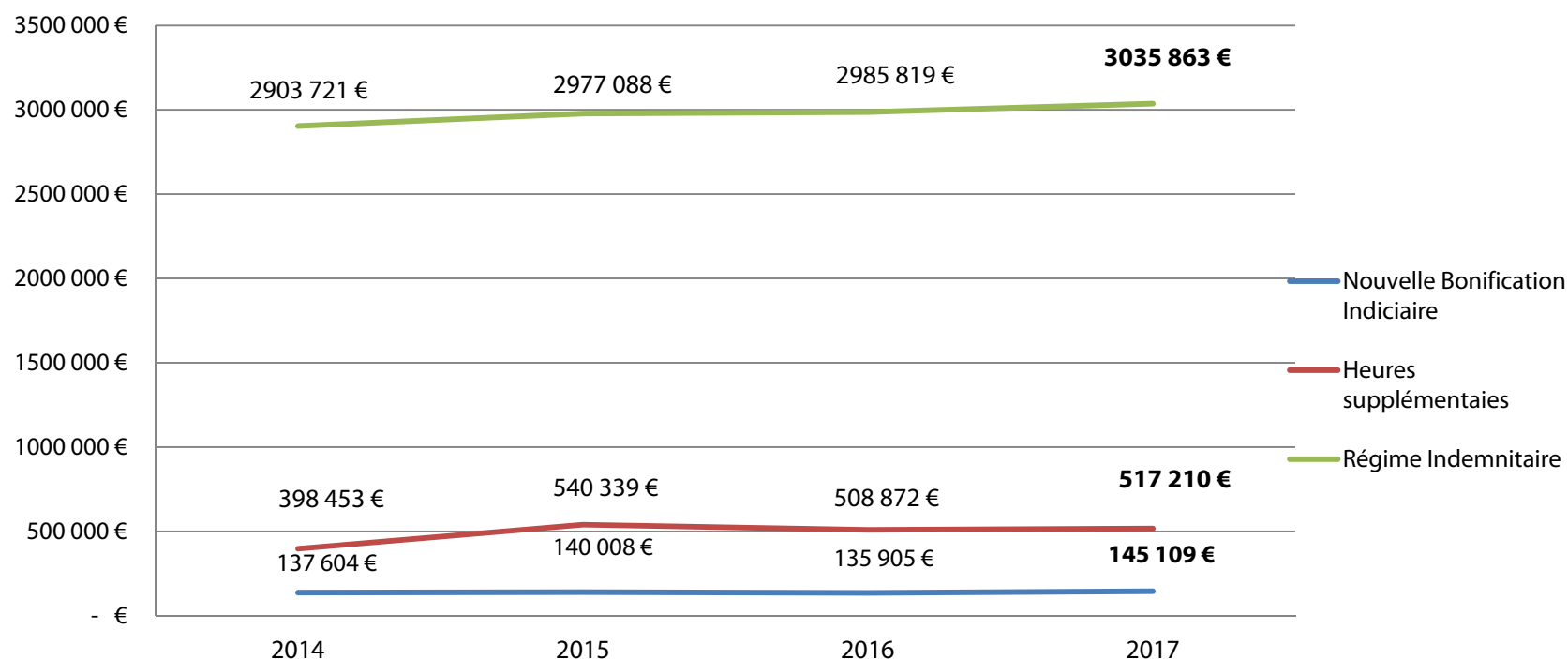
65

## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

Ressources humaines

- Les dépenses de la CASA au 012 depuis 2014**

### Coût salarial des éléments de rémunération hors traitement indiciaire



**Par rapport à 2016, la CASA constate en 2017 une augmentation de 1,9 % des dépenses liées aux éléments variables de la rémunération (régime indemnitaire, heures supplémentaires et nouvelle bonification indiciaire).**

**L'évolution des effectifs sur la même période est également de + 1,9%.**

## IV. Annexe spécifique aux effectifs et dépenses de personnel

Ressources Humaines

### Harmonisation du temps de travail

Le temps de travail effectif à la CASA est de 1607 heures annuel; cependant, au titre de la pénibilité, certains agents bénéficient d'un temps de travail dérogatoire fixé à 1547heures par an.

Tps tvl annuel	Tps tvl hebdo	Affectations (liste non exhaustive)	Agents concernés au 1 <sup>er</sup> janvier 2018
1607h par an	38h45	Agents du siège, collecte sélective- DEN, médiathèque- DLP,...	<b>383 + 6 OTI = 389 agents (64%)</b>
	37h30	Accueil du siège et du CT Envinet, Antenne de justice- DCS, Prévention- DCS, Trait d'Union- DCS, contrôle, DRE...	
	37h00	Chargé de clientèle- DRE	
	36h30	Agents de médiathèque- DLP	
	35h00	Agents du siège sans RTT, ...	
1547h par an	37h00	Contremaitres- DEN	<b>192+34 GEMAPI = 226 agents (36%)</b>
	36h00	Agents d'entretien- GEMAPI	
	35h00	Encombrants, déchetteries- DEN	
	34h15	Collecte OM- DEN	



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 12/03/2018  
Numéro : CC\_2018\_033  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Rapport sur le Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2018  
Matière : 7.1 - Decisions budgetaires  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : wjF51J5

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 20/03/2018  
Identifiant : 006-240600585-20180312-CC\_2018\_033-DE

**Acte reçu**

Date : 12/03/2018  
Numéro interne : CC\_2018\_033  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 1  
Objet : Rapport sur le Débat d'Orientations Budgétaires de l'année 2018  
Classification utilis e : 19/04/2017  
Document : 99\_DE-006-240600585-20180312-CC\_2018\_033-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 1  
99\_DE-006-240600585-20180312-CC\_2018\_033-DE-1-1\_2.PDF

N